

3. L'importance de l'agriculture

3.1. Introduction

Dans les pays en développement surtout, le rendement de l'agriculture dépend souvent de circonstances que les décideurs ne maîtrisent pas. Les conditions météorologiques, les cours mondiaux des produits agricoles (qui sont fonction de l'offre et de la demande à l'échelle mondiale), les entraves au commerce extérieur et l'accès au marché ont tous une influence. Sans doute, l'agriculture est plus vulnérable et dépend davantage d'une mondialisation juste¹ que tout autre secteur. En même temps, la plupart des économistes du développement et des organismes de développement estiment que négliger l'agriculture pendant l'industrialisation peut entraver le développement. Tant les recherches analytiques qu'empiriques le confirment. Le développement économique passe par l'industrialisation mais, dans beaucoup d'économies, l'industrialisation passe aussi par le développement du secteur agricole. C'est assurément le cas pour les pays en développement où l'agriculture est la principale source d'emploi. Elaborer des politiques appropriées, c'est donc trouver un équilibre et promouvoir en même temps l'agriculture, l'industrie et les services.

Développer l'agriculture est important pour l'ensemble de l'économie mais aussi pour la réduction de la pauvreté, laquelle a de multiples dimensions. Soixante-quinze pour cent des pauvres vivent en milieu rural. Etant donné que l'agriculture occupe 40 pour cent de la population active des pays en développement et représente plus de 20 pour cent de leur PIB, examiner la situation de ce secteur est un bon départ pour trouver des solutions à la pauvreté. De plus, dans les régions les plus pauvres, c'est dans l'emploi agricole que les femmes sont le plus largement majoritaires. Se concentrer sur l'agriculture peut donc aussi contribuer à l'égalité au travail entre hommes et femmes.

Pendant les années 1990, les chercheurs et les décideurs ont beaucoup négligé le secteur agricole et privilégié la modernisation et le développement de l'industrie manufacturière et des services. La baisse des investissements publics dans le développement de l'agriculture le montre bien². Fait intéressant, le délaissement de l'agriculture est allé de pair avec un taux plus faible de réduction de la pauvreté. Les principales raisons pour lesquelles, depuis dix ans, le potentiel de ce secteur a été relativement dédaigné semblent être la baisse constante des prix des matières premières – et parallèlement la concurrence accrue que représentent pour les pays en développement les importantes subventions agricoles versées dans le monde développé – et les problèmes connexes d'accès aux

¹ Commission mondiale sur la dimension sociale de la mondialisation, 2004.

² Dorward et coll., 2001.

marchés. L'opinion courante est que ces facteurs rendent inintéressants, par rapport aux secteurs plus modernes, les investissements dans l'agriculture. Mais les pays en développement déploient beaucoup d'énergie pour convaincre les pays développés d'abaisser les barrières commerciales, et le potentiel élevé de ce secteur, en particulier pour réduire la pauvreté, suscite de nouveau l'attention. Ce regain d'intérêt est aussi illustré par des initiatives d'institutions internationales comme la Banque mondiale (2003 et 2004), le PNUD (2003) et l'ONU (2003)³.

Bien sûr, l'agriculture, ce n'est pas seulement la baisse des cours des matières premières et la question des subventions agricoles. L'agriculture, ce sont des débouchés d'emploi et la possibilité d'échapper par soi-même à la pauvreté. La section 3.2 du chapitre examine ces aspects de l'agriculture qui sont fondamentaux pour l'humanité. Elle indique comment la croissance aide à réduire la pauvreté mais elle souligne que ne s'intéresser qu'à la croissance en général a ses limites. La section 3.3 montre que la pauvreté est pour l'essentiel un phénomène rural (du moins jusqu'à maintenant), que les pauvres des régions rurales travaillent principalement dans l'agriculture et, de plus en plus, dans des activités hors exploitation agricole – agro-industrie, fournitures de moyens de production. Etant donné que la croissance est importante pour atténuer la pauvreté et que les pauvres vivent surtout en zone rurale, l'expansion du secteur agricole devrait avoir une forte incidence sur la réduction de la pauvreté. Cette thèse est avancée à la section 3.4. Ne s'intéresser qu'à la croissance en général ne suffit pas. De même, il faut examiner en détail l'agriculture et porter l'attention sur les deux principales composantes de sa croissance, à savoir la productivité et l'emploi. La section 3.5 indique que la croissance de la productivité et celle de l'emploi doivent aller de pair pour pouvoir réduire autant que possible la pauvreté. La section 3.6, à partir des résultats de la présente étude, tire des conclusions sur les politiques à suivre et la section 3.7 présente des conclusions.

3.2. Croissance et réduction de la pauvreté

L'un des principaux constats de beaucoup d'institutions de développement et de chercheurs ces vingt dernières années est que l'expansion économique est le premier facteur de réduction de la pauvreté – constat qui a donné lieu à des recommandations d'action qui ne reposaient pas toujours sur de bonnes informations. D'importantes recherches primaires et des rapports d'institutions internationales ont été consacrés à ce point⁴. Des études déjà anciennes du BIT avaient établi le rôle important de l'expansion économique dans la réduction de la pauvreté mais attiré l'attention sur le fait que d'autres facteurs peuvent atténuer ou renforcer les effets de la croissance. Le revenu national par habitant est un bon indicateur de la pauvreté en général mais, dans beaucoup de pays, les niveaux de

³ Le Conseil économique et social des Nations Unies a récemment prôné une ample approche intégrée du développement rural. Voir ECOSOC: Projet de déclaration ministérielle, E/2003/L.9. Au-delà de ce regain d'intérêt pour l'agriculture, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) est chargée depuis longtemps de s'occuper de l'agriculture et dispose, entre autres, de nombreuses analyses détaillées et approfondies sur ce secteur (voir <http://www.fao.org>).

⁴ FIDA, 2001; Banque mondiale, 2001; Banque mondiale, 2002.

Encadré 3.1. Les Objectifs de développement pour le Millénaire

En septembre 2000, les Etats Membres de l'ONU ont adopté à l'unanimité la Déclaration du Millénaire. Après avoir consulté plusieurs organisations internationales, dont la Banque mondiale, le Fonds monétaire international, l'Organisation de coopération et de développement économiques et les institutions spécialisées du système des Nations Unies, l'Assemblée générale des Nations Unies a décidé que les Objectifs de développement pour le Millénaire s'inscriraient dans le plan de campagne prévu pour mettre en œuvre la Déclaration du Millénaire.

Les objectifs et les cibles correspondantes engagent la communauté internationale à mener un ample plan d'action axé sur le développement durable et équitable. Destiné à favoriser le développement humain en tant que fondement du progrès social et économique, il souligne l'importance de mettre en place un partenariat mondial pour le développement. Les objectifs et leurs cibles, qui sont présentés ci-dessous, ont été unanimement adoptés en tant que cadre de référence pour évaluer les progrès en matière de développement.

Réduction de l'extrême pauvreté et de la faim

Cible 1: Réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion de la population dont le revenu est inférieur à un dollar par jour.

Cible 2: Réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion de la population qui souffre de la faim.

Assurer l'éducation primaire pour tous

Cible 3: D'ici à 2015, donner à tous les enfants, garçons et filles, partout dans le monde, les moyens d'achever un cycle complet d'études primaires.

Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes

Cible 4: Eliminer les disparités entre les sexes dans les enseignements primaire et secondaire d'ici à 2005 si possible et à tous les niveaux de l'enseignement en 2015 au plus tard.

Réduire la mortalité des enfants de moins de 5 ans

Cible 5: Réduire de deux tiers, entre 1990 et 2015, le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans.

Améliorer la santé maternelle

Cible 6: Réduire de trois quarts, entre 1990 et 2015, le taux de mortalité maternelle.

Combattre le VIH/SIDA, le paludisme et d'autres maladies

Cible 7: D'ici à 2015, avoir stoppé la propagation du VIH/SIDA et commencé à inverser la tendance actuelle.

Cible 8: D'ici à 2015, avoir maîtrisé le paludisme et d'autres grandes maladies, et avoir commencé à inverser la tendance actuelle.

Assurer un environnement durable

Cible 9: Intégrer les principes du développement durable dans les politiques nationales et inverser la tendance actuelle à la déperdition des ressources environnementales.

(suite au verso)

Encadré 3.1 (suite et fin)

Cible 10: Réduire de moitié, d'ici à 2015, le pourcentage de la population qui n'a pas accès de façon durable à un approvisionnement en eau de boisson salubre.

Cible 11: Réussir, d'ici à 2020, à améliorer sensiblement la vie d'au moins 100 millions d'habitants de taudis.

Mettre en place un partenariat mondial pour le développement

Cible 12: Poursuivre la mise en place d'un système commercial et financier multilatéral ouvert, fondé sur des règles, prévisible et non discriminatoire. Cela suppose entre autres un engagement en faveur d'une bonne gouvernance, du développement et de la lutte contre la pauvreté, aux niveaux tant national qu'international.

Cible 13: S'attaquer aux besoins particuliers des pays les moins avancés. La réalisation de cet objectif suppose entre autres l'admission en franchise et hors contingents des produits exportés par les pays les moins avancés; l'application du programme renforcé d'allégement de la dette des pays pauvres très endettés et l'annulation des dettes bilatérales envers les créanciers officiels; et l'octroi d'une aide pour le développement plus généreuse aux pays qui démontrent leur volonté de lutter contre la pauvreté.

Cible 14: Répondre aux besoins particuliers des pays enclavés et des petits Etats insulaires en développement (en appliquant le Programme d'action pour le développement durable des petits Etats insulaires en développement et les conclusions de la vingt-deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale).

Cible 15: Traiter globalement le problème de la dette des pays en développement, par des mesures d'ordre national et international propres à rendre leur endettement viable à long terme.

Cible 16: En coopération avec les pays en développement, formuler et appliquer des stratégies qui permettent aux jeunes de trouver un travail décent et productif.

Cible 17: En coopération avec l'industrie pharmaceutique, rendre les médicaments essentiels disponibles et abordables dans les pays en développement.

Cible 18: En coopération avec le secteur privé, faire en sorte que les avantages des nouvelles technologies, en particulier des technologies de l'information et de la communication, soient accordés à tous.

Source: <http://www.un.org/millenniumgoals/>.

pauvreté ne correspondent pas à ce que le revenu national laissait présager. Il reste donc un champ considérable d'étude pour définir des mesures de lutte contre la pauvreté⁵. Ces écarts entre le degré de réduction de la pauvreté que le revenu national par habitant laissait prévoir et la réalité ont plusieurs explications, entre autres d'ordre institutionnel et structurel. La question de savoir si la croissance est bénéfique aux pauvres ne se pose pas véritablement. Il s'agit de savoir dans quelle mesure elle l'est et de déterminer comment ses effets peuvent être accrus⁶.

⁵ Lipton, 1998.

⁶ Voir par exemple divers travaux sur cette question à <http://www.worldbank.org/poverty/inequal/themgrp/index>.

Le débat sur l'importance de la croissance pour réduire la pauvreté oppose ceux qui affirment que la croissance, quelle qu'elle soit, aide les pauvres, et ceux qui pensent que, souvent, elle entraîne des inégalités plus fortes: autrement dit, en période de croissance, les pauvres peuvent le devenir encore plus⁷. Le présent chapitre débouche sur des conclusions intermédiaires et démontre que, dans la majorité des cas, la croissance fait baisser la pauvreté.

La pauvreté a été le principal sujet qu'ont traité les gouvernants rassemblés en 2000 au Sommet du Millénaire. Ils se sont engagés en faveur de la Déclaration du Millénaire. Le premier Objectif de développement pour le Millénaire est de réduire l'extrême pauvreté et la faim d'ici à 2015 (voir encadré 3.1). On sait que la croissance permet de réduire la pauvreté. Il s'agit de savoir si elle y suffit à elle seule. A ce sujet, il convient de souligner deux points. Premièrement, dans la plupart des économies en développement, l'expansion économique a été plus lente dans les années 1990 que pendant les décennies précédentes. Il faut donc l'accroître. Deuxièmement, malgré des taux de croissance fermes, certaines économies et régions n'ont manifestement pas été à la hauteur de leur potentiel pour réduire la pauvreté (voir encadré 3.2). Que s'est-il passé et comment peut-on garantir que la croissance future se traduira par une réduction de la pauvreté?

3.3. La pauvreté est un phénomène essentiellement rural

Alors que, selon la Division de la population (ONU), beaucoup d'économies en développement sont de plus en plus urbaines, en 2000 la population rurale représentait encore 59,5 pour cent de la population totale des régions moins développées (selon des estimations, elle sera de 56,8 pour cent en 2005) et, dans les économies les moins développées, cette proportion était encore plus forte (74,8 pour cent en 2000 et 72,3 pour cent en 2005). En dépit des changements structurels en cours dans nombre de ces économies, environ 75 pour cent des pauvres continuent de vivre en milieu rural (FIDA, 2001). La figure 3.1 ci-dessous met en évidence une corrélation positive entre les différents taux de pauvreté et les pourcentages de population rurale. Les fortes proportions de population rurale vont souvent de pair avec des taux plus élevés de pauvreté. La majorité de la population rurale pauvre vit dans l'Asie du Sud et de l'Est (environ 68 pour cent), 24 pour cent vit dans l'Afrique subsaharienne. Pour trouver des solutions et réduire la pauvreté, il faut d'abord déterminer où vivent la plupart des pauvres.

Dans 65 des 162 pays en développement pour lesquels on dispose de données ventilées par secteur, l'agriculture reste le principal employeur⁸ (l'encadré 3.2 présente les proportions par région, en 1970-2000, de la production et de la main-d'œuvre agricoles). C'est particulièrement le cas en Afrique subsaharienne où plus de 6 personnes sur 10 en moyenne sont occupées dans ce secteur. Dans des pays comme la Gambie, la part de l'agriculture dans l'emploi dépasse

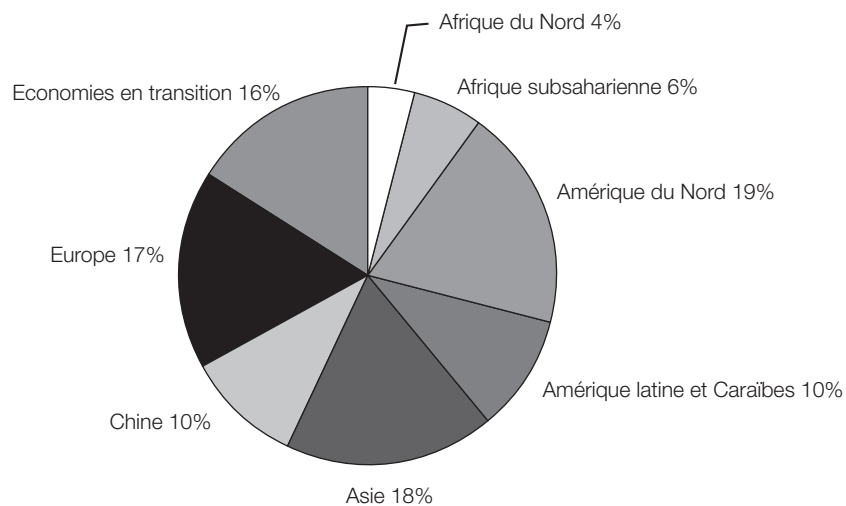
⁷ Voir Ahluwalia qui, dès 1976, a rendu compte de cette dernière thèse, et Lübker (2002).

⁸ Il y a une corrélation entre la disponibilité de données et le PIB par habitant; plus une économie est pauvre, moins il y a de chances de disposer de données. La proportion des économies où l'agriculture domine serait donc probablement beaucoup plus élevée si des données étaient disponibles pour toutes les économies en développement.

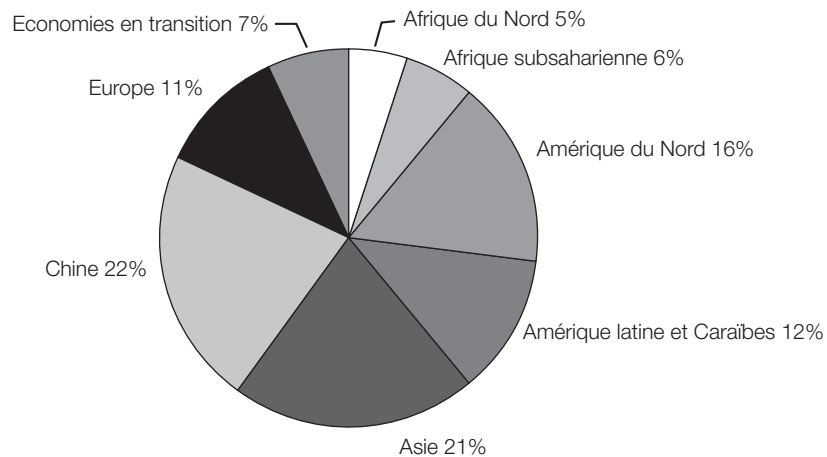
Encadré 3.2. Evolution mondiale (volume et proportion) de la production et de la main-d'œuvre agricoles

Quelle a été l'évolution de l'agriculture ces trente dernières années? Il ressort d'une analyse de la production agricole mondiale qu'entre 1970 et 2000 ses recettes ont doublé pour passer de 645,9 à 1 300 milliards de dollars (en dollars constants de 1990). Pendant la même période, les apports de main-d'œuvre (c'est-à-dire la population active occupée dans l'agriculture) ont augmenté d'environ 40 pour cent – de 898 millions à près de 1,3 milliards de personnes. Les graphiques ci-dessous montrent la part de différentes régions dans la production et la main-d'œuvre agricoles. Le principal trait de cette évolution est l'accroissement de la part de l'Asie et de la Chine dans la production. Pendant la même période, la part de main-d'œuvre n'y a

Part des différentes régions dans la production agricole (1970)

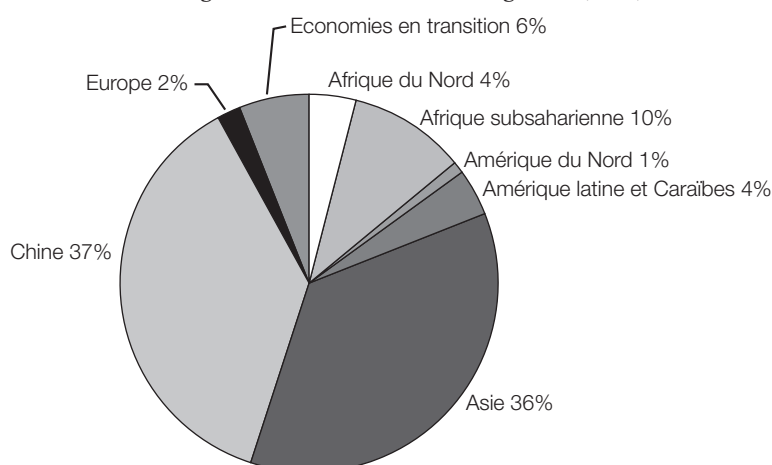
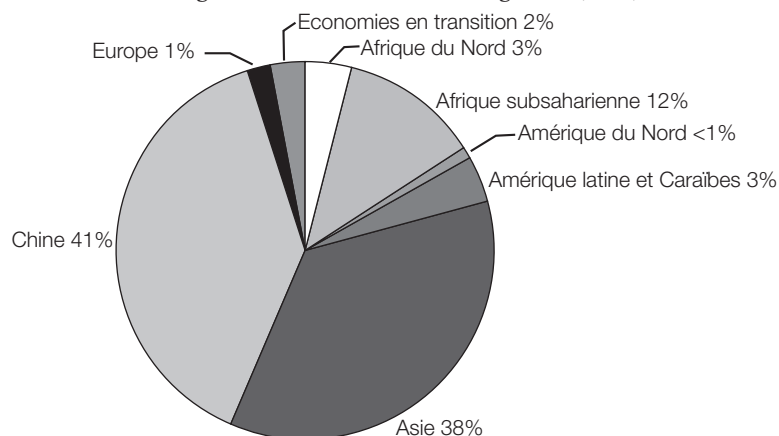


Part des différentes régions dans la production agricole (2000)



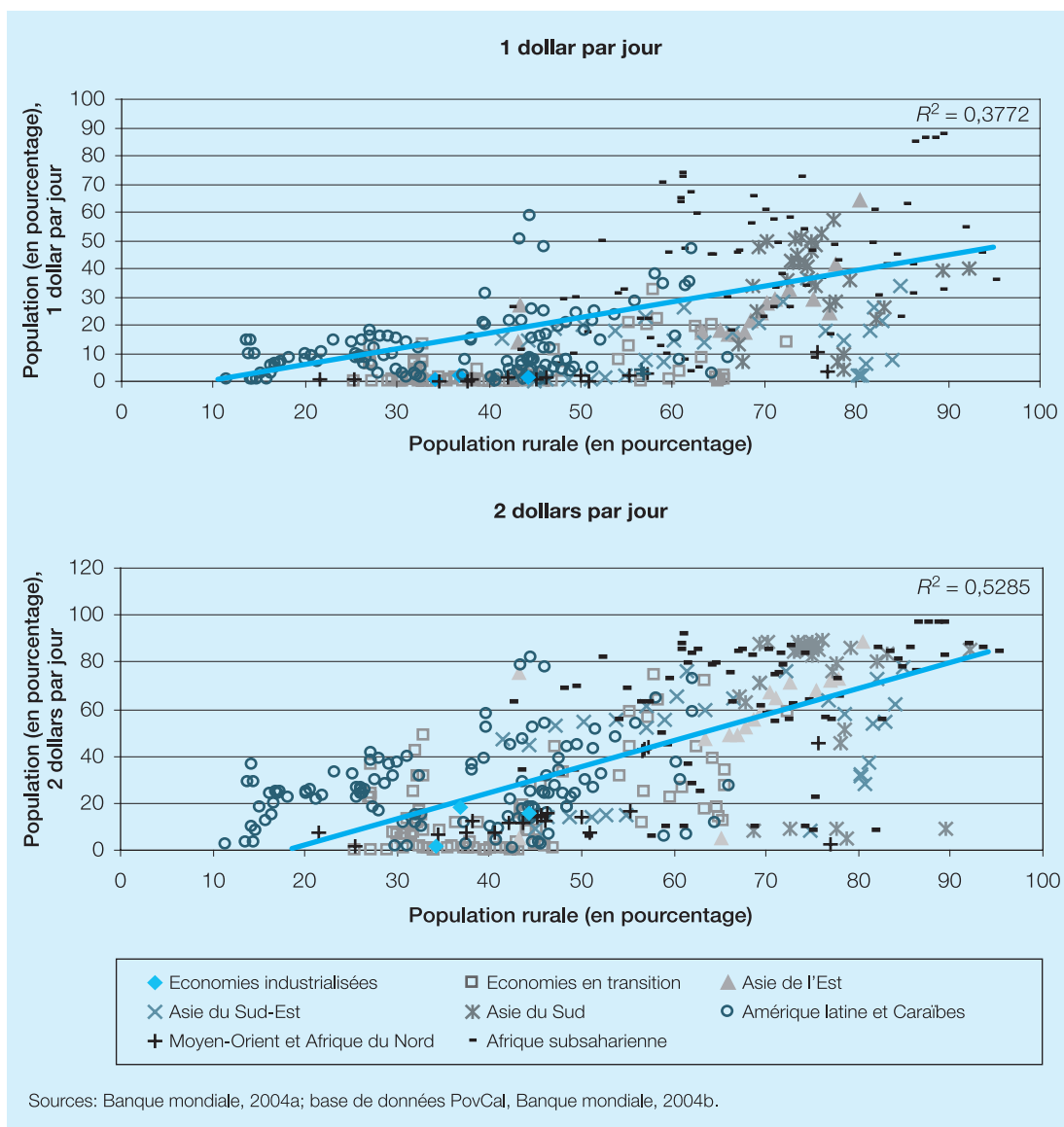
Encadré 3.2 (suite et fin)

pas augmenté autant, même si elle occupe le premier rang mondial. La part des économies en transition dans la production a diminué presque de moitié et leur part dans la main-d'œuvre représentait en 2000 un tiers de celle de 1970. La contribution de l'Amérique du Nord à la production agricole mondiale n'a pas beaucoup changé (16 pour cent en 2000) mais il est intéressant de constater que, toujours en 2000, sa part dans la main-d'œuvre à l'échelle mondiale était inférieure à 1 pour cent, ce qui indique la forte productivité du secteur dans cette région. Manifestement, c'est aussi le cas en Europe. Dans toutes les autres régions, les proportions n'ont guère évolué depuis trente ans.

Part des différentes régions dans la main-d'œuvre agricole (1970)**Part des différentes régions dans la main-d'œuvre agricole (2000)**

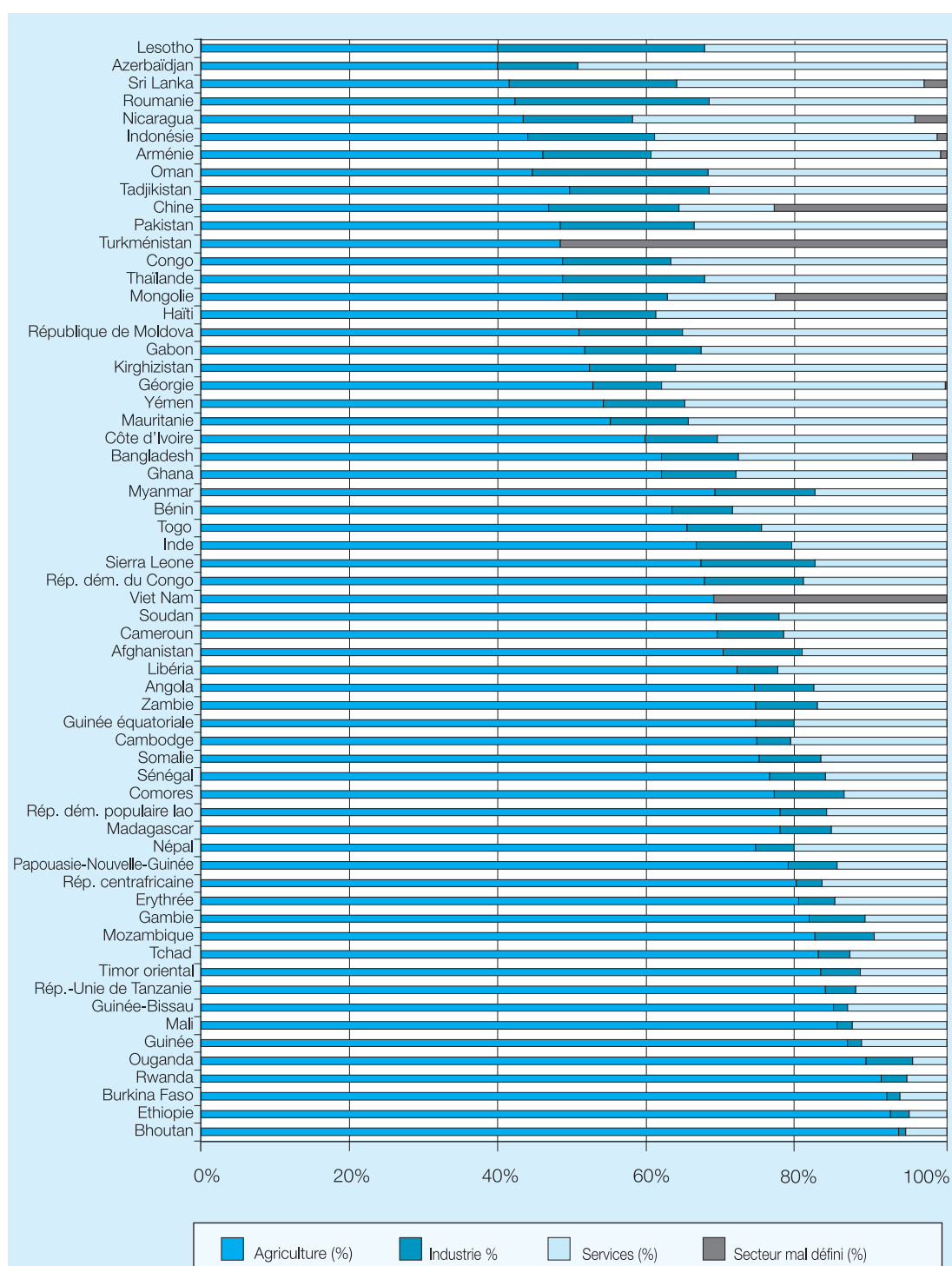
Source: Rao et coll., 2004.

Figure 3.1. Taux de pauvreté (1 et 2 dollars par jour) par rapport au pourcentage de population rurale, 1978-2002



vraisemblablement les 80 pour cent. En Asie également, cette proportion est élevée – environ la moitié de la population active. Mais, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, elle n'est que de 2 personnes sur 10 (situation qui s'explique principalement par le fait qu'il s'agit de régions productrices de pétrole où la part de l'emploi agricole est faible). En Amérique latine et aux Caraïbes, elle est comprise entre 1 et 2 personnes sur 10. Dans cette région, il y a une grande diversité d'économies aux structures différentes mais, dans beaucoup de pays, l'agriculture continue de jouer un rôle important dans l'emploi. (Pour les économies où la part de l'agriculture dans l'emploi dépasse 40 pour cent, voir la figure 3.2 ci-après et le chapitre 1 du Rapport).

Figure 3.2. Distribution sectorielle de l'emploi, économies où la part de l'agriculture dans l'emploi dépasse 40 pour cent, année la plus récente pour laquelle des données sont disponibles



Source: BIT, 2003.

Outre le fait que les pauvres vivent principalement dans des zones rurales et que l'agriculture est le plus souvent la principale source d'emploi dans les pays à faibles revenus, à l'évidence, dans les zones rurales, c'est dans l'agriculture que l'on trouve le plus probablement des emplois. En Inde, par exemple, au milieu des années 1990, l'emploi lié à l'agriculture constituait environ 70 pour cent de l'ensemble de l'emploi rural (Fan et coll., 1999; voir aussi l'encadré 3.5 à la section 3.4 de ce chapitre). Enfin, bien que l'on manque de données à ce sujet, il semble que dans les zones rurales ce soient plus probablement les gens démunis qui travaillent dans l'agriculture. En Chine, 82 pour cent des pauvres en milieu rural sont occupés dans ce secteur, contre 72 pour cent des autres catégories de la population⁹. Autre point important: en général, on trouve plus de femmes que d'hommes dans l'agriculture. Ainsi, en Afrique, elles produisent, conditionnent ou récoltent jusqu'à 80 pour cent des denrées alimentaires et, dans l'Asie du Sud et du Sud-Est, elles effectuent 60 pour cent des travaux de culture et des autres activités de la production vivrière (UNIFEM, 2000)¹⁰. C'est peut-être l'une des principales raisons pour lesquelles la pauvreté touche davantage les femmes.

3.4. Croissance de l'agriculture et réduction de la pauvreté

Etant donné que la pauvreté est surtout rurale et que l'emploi rural est principalement agricole, il est probable que les éléments de la croissance liés aux zones rurales et, en particulier, à l'agriculture aient une incidence plus immédiate et plus directe sur la réduction de la pauvreté. Après avoir démontré empiriquement cette hypothèse en analysant le processus de la croissance, il faudra déterminer la manière de promouvoir ce secteur et les mécanismes qui permettront de corrélérer croissance et réduction de la pauvreté.

Analyse de la croissance

Dans l'ensemble, les taux de pauvreté ont fortement diminué ces trente dernières années mais plus faiblement dans les années 1990 que pendant les deux décennies précédentes (voir l'encadré 3.3 et Majid, 2004). Manifestement, la Chine contribue beaucoup à la baisse de la pauvreté dans le monde en développement. Toutefois, la pauvreté s'est accrue dans l'Afrique subsaharienne. A l'échelle mondiale, la réduction de la pauvreté s'est ralentie et les cibles fixées dans les Objectifs de développement pour le Millénaire risquent de ne pas être atteintes (voir le chapitre 1 du Rapport). De plus, alors que la croissance de la production agricole a été assez vigoureuse ces trente dernières années, dans les pays en développement celle de la production par habitant a été faible. Comme on pouvait s'y attendre, la courbe de la production par habitant en Chine et dans l'Afrique subsaharienne correspond à celle de la pauvreté: alors qu'en Chine la production

⁹ Khan et Riskin, 1998.

¹⁰ Pour un complément d'information sur l'emploi des femmes dans l'agriculture, voir BIT (2004).

Encadré 3.3. Mesures de la pauvreté – ampleur de la pauvreté dans le monde

Les chiffres estimatifs de la pauvreté à l'échelle mondiale et régionale dépendent beaucoup des méthodologies appliquées pour évaluer le taux national de pauvreté. Trois ensembles de données sont utilisés dans le présent chapitre. Tous mesurent la proportion et le nombre de personnes vivant avec 1 ou 2 dollars par jour. Le premier provient de la Banque mondiale (voir Chen et Ravallion, 2000). Le deuxième, du BIT, cherche à améliorer le premier en identifiant puis en corrigeant les incohérences qui apparaissent entre les données issues d'enquête et les statistiques nationales (Karshenas, 2004). Le troisième, établi à partir de travaux de Sala-i-Martin (2002), a été utilisé parce qu'il porte sur un large éventail de pays et mesure l'évolution de la pauvreté sur une période plus longue – depuis les années 1970. Cela étant, sa méthodologie se fonde exclusivement sur des informations nationales et diffère beaucoup de celle de la Banque mondiale et du BIT (estimations fondées sur des enquêtes auprès des ménages). C'est la principale raison pour laquelle cet encadré présente pour l'essentiel les tendances définies à partir des chiffres de la Banque mondiale et du BIT. Lorsque l'analyse requiert une perspective sur un plus long terme, ce sont les données de Sala-i-Martin qui sont utilisées.

Il y a des différences entre les chiffres du BIT et ceux de la Banque mondiale sur la pauvreté à l'échelle mondiale. Selon le BIT 1,04 milliard de personnes vivaient avec un dollar par jour en 1998 contre 1,13 milliard en 1987 (1,17 et 1,18 milliard d'après la Banque mondiale). Ainsi, les estimations de la Banque mondiale font apparaître une baisse moins prononcée du nombre de pauvres que celles du BIT. Quant aux taux de pauvreté, selon ces deux sources, ils ont nettement baissé pendant la période considérée mais à un rythme plus lent ces dernières années.

A l'échelle mondiale, ces deux estimations ne sont pas très différentes. Ce n'est pas le cas au niveau régional. A ce sujet, il faut examiner la distribution de la pauvreté dans le monde. La principale différence est que la part de l'Asie du Sud dans la pauvreté à l'échelle mondiale en 1998 est beaucoup plus faible pour le BIT (29 pour cent) que pour la Banque mondiale (44 pour cent), tandis que la part de la Chine est plus forte selon le BIT (30 pour cent) que selon la Banque mondiale (18 pour cent).

Toujours entre 1987 et 1998, il ressort des chiffres du BIT une baisse des taux de pauvreté dans toutes les régions sauf l'Afrique subsaharienne. Mais, entre 1996 et 1998, ils ont augmenté dans l'Asie du Sud. En revanche, les données de la Banque mondiale indiquent qu'entre 1987 et 1998 ils ont diminué dans toutes les régions, sauf l'Amérique latine et l'Afrique subsaharienne. L'un et l'autre ensemble de données montrent que pendant cette période la pauvreté dans l'Afrique subsaharienne s'est accrue et que c'est en Chine qu'elle a le plus baissé.

agricole par habitant a augmenté et que la pauvreté a baissé, cela a été l'inverse dans l'Afrique subsaharienne.

Des éléments indiquent clairement que réduction de la pauvreté et croissance agricole sont liées mais il faut des recherches plus approfondies pour déterminer la part de la croissance agricole, par rapport à celle d'autres secteurs, dans la réduction de la pauvreté. Le débat sur la pauvreté en milieu rural et le développement agricole n'est pas récent. Dans les années 1970, déjà, il dominait les recherches sur le développement agricole qui ont été réalisées pendant et

après la «révolution verte». Il convient de réaffirmer que l'agriculture doit être l'un des domaines essentiels d'action dans les pays en développement. En effet, trop souvent, elle a été reléguée au deuxième, voire au troisième plan dans les stratégies de développement. (L'encadré 3.4 résume le débat sur les liens entre le développement agricole et celui de l'ensemble de l'économie).

Encadré 3.4. Importance de l'agriculture pour le développement

Pendant longtemps, les économistes ont considéré que le principal rôle de l'agriculture était de donner des bras aux secteurs industrialisés et que, à ce titre, elle était une condition préalable au développement. Mais, en insistant sur le fait que c'était la seule contribution importante de l'agriculture, ils en ont négligé d'autres fonctions substantielles.

L'agriculture et l'alimentation

L'agriculture a une fonction aussi importante que celle de fournir de la main-d'œuvre à d'autres secteurs: celle de nourrir la population active urbaine en expansion. Autrement dit, elle doit être en mesure de produire des excédents. Ce n'est possible qu'en augmentant la productivité – en effet, alors que les besoins en nourriture s'accroissent, moins de gens travaillent dans l'agriculture. Autrement dit, une «révolution agraire» doit avoir lieu en même temps que l'industrialisation. Les pays en développement ne peuvent pas dépendre de l'importation de denrées alimentaires, surtout aux premiers stades de développement, ces biens étant en général plus onéreux que ceux produits dans le pays, en raison des coûts de transports et des structures monopolistiques du marché. Au cours de l'industrialisation, la demande de produits agricoles s'accroît avec la hausse du PIB par habitant. Selon la loi de Engel, lorsque le revenu s'accroît, la demande de ces produits n'augmente pas autant que celle d'autres biens. Il n'empêche que, dans ce cas, la demande de produits agricoles augmente. De plus, la forte expansion démographique dans la plupart des pays en développement contribue à l'accroissement de cette demande. Si l'agriculture ne produit pas assez pour y répondre, il y aura des risques d'inflation, laquelle peut freiner le développement («inflation structurelle»). Ce n'est qu'en maîtrisant ces risques – en aidant l'agriculture autant que le secteur moderne – que l'industrialisation aura de bons résultats.

L'agriculture en tant que facteur de développement du secteur moderne ou en tant que secteur exportateur

Si l'agriculture produit un bien dont d'autres secteurs ont besoin pour leur production, elle devrait le leur fournir lorsque la demande s'accroît, ce qui sera le cas pendant l'industrialisation. Si l'agriculture produit une marchandise d'exportation, elle contribuera au développement en alimentant en capitaux le secteur moderne, capitaux qu'elle aura reçus en échange de ses exportations.

L'agriculture en tant que secteur de demande

Lorsque l'un ou l'autre des scénarios précédents a lieu, l'agriculture peut aussi devenir un marché pour les produits du secteur moderne. C'est important, surtout pour les pays où le secteur industriel ne produit pas (encore) pour les marchés d'exportation. Si l'agriculture devient un marché important pour le secteur moderne, l'économie, au fur et à mesure de son développement, dépendra moins des marchés extérieurs – beaucoup de pays en développement dépendent de ces marchés. Cette indépendance peut mettre à l'abri des aléas du contexte international.

Encadré 3.4 (suite et fin)**L'agriculture et sa contribution au secteur financier**

Si l'agriculture se développe parallèlement au secteur moderne, elle accroît son épargne, laquelle peut être mise à la disposition du secteur industriel. Elle contribuera donc à l'accumulation nécessaire de capital dans le secteur moderne, qui dépendra alors moins des capitaux étrangers. Cette hypothèse n'est peut-être pas très réaliste dans la plupart des pays en développement, le taux d'épargne de l'agriculture y étant assez faible. Mais cela peut changer si l'on s'attaque aux déficits monétaires.

L'agriculture en tant que dernier recours en période de crise

Enfin, dans beaucoup de pays en développement dépourvus de filets de protection sociale, le secteur agricole est le dernier recours pour ceux qui cherchent du travail en période de ralentissement économique. Même si les emplois qu'ils y trouvent ne sont pas très bien rémunérés (principalement à cause d'une faible productivité), on ne saurait contester la contribution de l'agriculture dans ce cas. Bien sûr, il ne s'agit que d'une solution à court terme. A long terme, les efforts devraient porter sur l'augmentation de la productivité, ce qui permettra d'augmenter les salaires.

Sources: Irz et coll., 2001; Hemmer, 2002.

Davantage de données étant maintenant disponibles, des recherches récentes¹¹ se sont orientées vers l'incidence de la croissance sur la distribution des revenus. Elles montrent assez précisément les effets immédiats ou à court terme de la croissance sur les revenus – ils ne sont pas importants –, et son impact à plus long terme, en particulier sur les pauvres des pays en développement – dans ce cas, il semblerait que la situation de ces personnes s'aggrave. Les recherches montrent aussi que ce sont les structures de l'économie (et la part notamment du secteur agricole) qui influent à long terme sur la pauvreté. Ces conclusions sont importantes pour déterminer la viabilité des stratégies de croissance et de réduction de la pauvreté. En particulier, il a été démontré que, dans les pays où les écarts entre les plus riches et les plus pauvres ne sont pas extrêmes, la croissance agricole contribue davantage à atténuer la pauvreté que la croissance hors agriculture¹².

Examinons maintenant cette question du point de vue macroéconomique. Si l'on considère l'évolution par décennie des taux de pauvreté et de la valeur ajoutée dans les trois secteurs économiques (compte étant tenu des effets des variations du PIB par habitant), il apparaît clairement que, dans une grande mesure, l'évolution de la valeur ajoutée dans l'agriculture est allée généralement de pair avec une réduction de la pauvreté dans les années 1970 et 1980, périodes pendant lesquelles la pauvreté a le plus reculé (voir la figure 3.3)¹³. De nombreux autres facteurs y ont vraisemblablement contribué pendant cette période mais la croissance de l'agriculture semble avoir joué toujours un rôle important¹⁴.

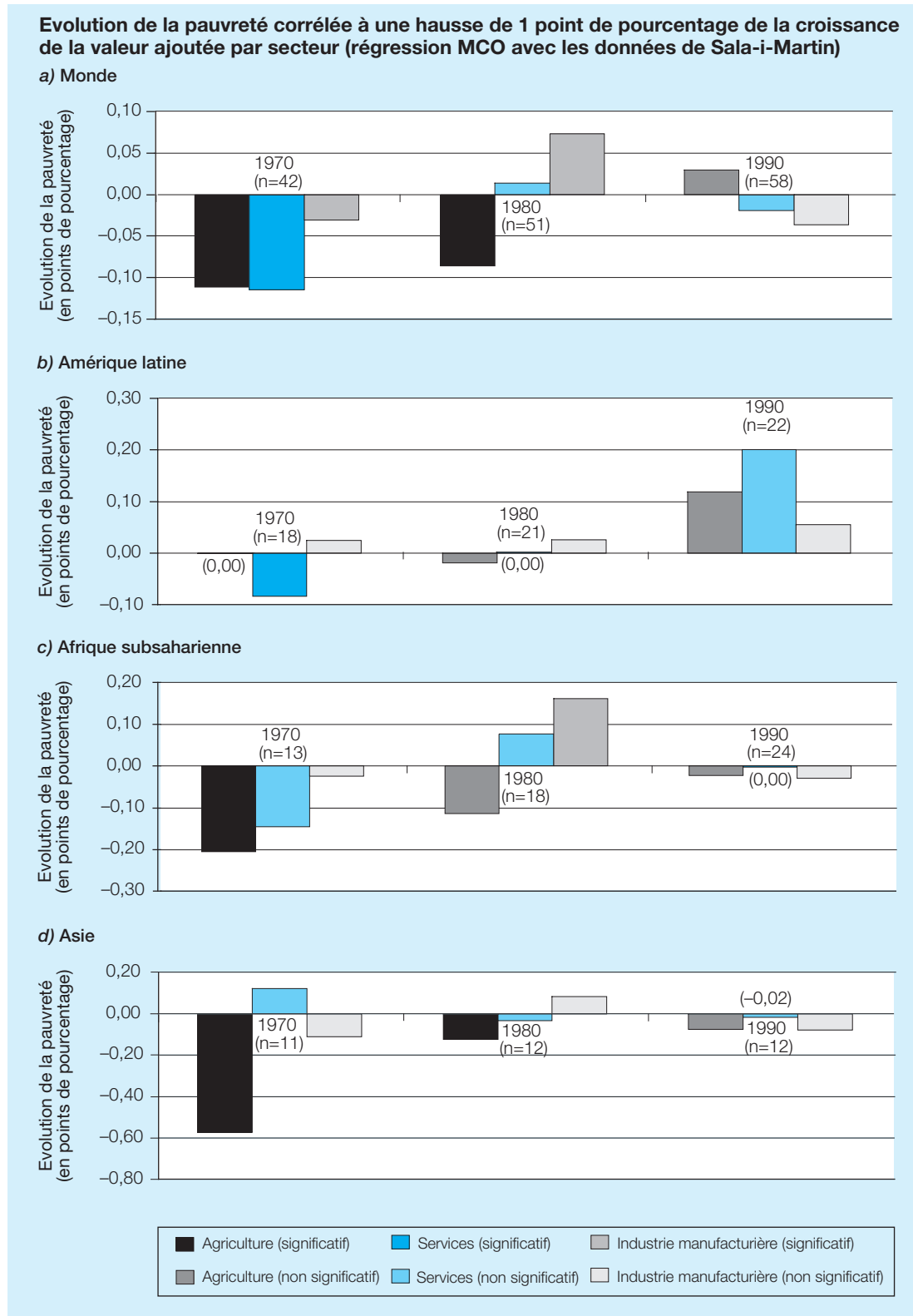
¹¹ Voir Timmer, 1997.

¹² Voir Warr, 2002.

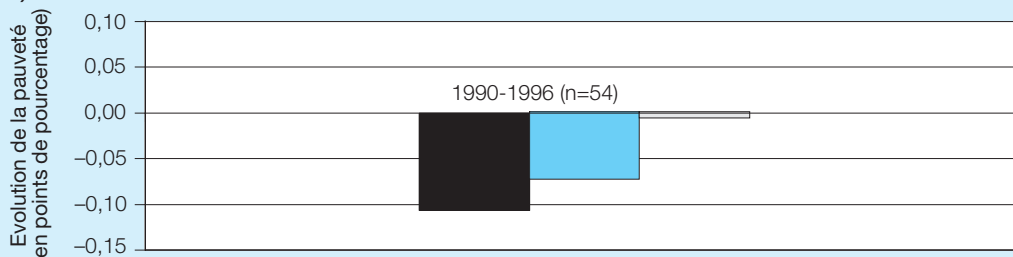
¹³ Cette observation est également valable pour la croissance du secteur des services pendant les années 1970.

¹⁴ Même si les résultats présentés dans la figure 3.3 diffèrent selon les mesures utilisées (Sali-i-Martin, BIT ou Banque mondiale), ils sont cohérents dans l'ensemble. Les résultats des estimations obtenues avec les données de la Banque mondiale ne sont pas présentés dans la figure parce qu'ils sont très analogues à ceux des estimations du BIT.

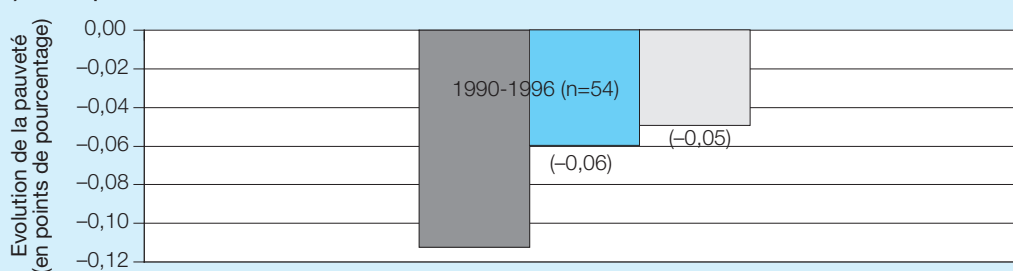
Figure 3.3. Mesures de la pauvreté et taux de pauvreté dans le monde



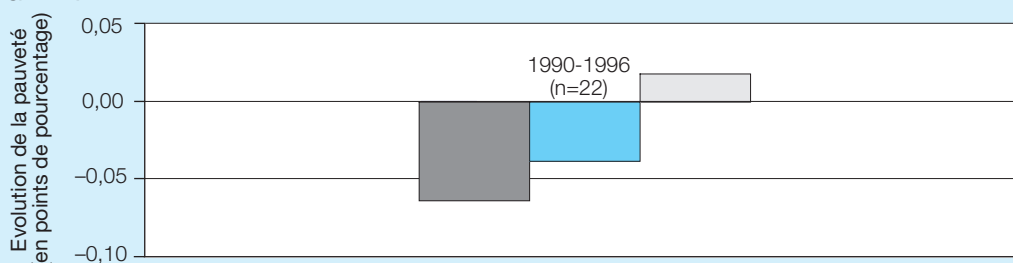
e) Monde



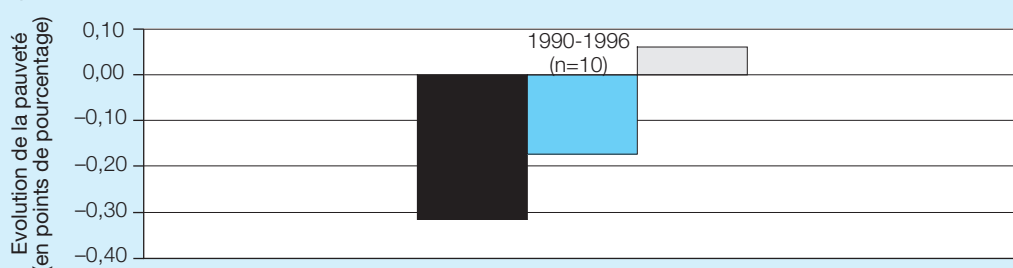
f) Amérique latine



g) Afrique subsaharienne



h) Asie



■ Agriculture (significatif) ■ Services (significatif) ■ Industrie manufacturière (significatif)
 ■ Agriculture (non significatif) ■ Services (non significatif) ■ Industrie manufacturière (non significatif)

Note: Les figures a), b), c) et d) correspondent à diverses années des décennies 1970, 1980 et 1990, et les figures e), f), g) et h) à diverses années de la décennie 1990. Les couleurs sombres (par rapport aux couleurs claires) représentent des coefficients statistiquement significatifs à moins de 10 pour cent. Par exemple, la figure a) indique que dans les années 1970 la croissance de l'agriculture et des services a été négativement corrélée avec la pauvreté – la pauvreté a diminué alors que la production de l'agriculture et celle du secteur des services a augmenté. Cette incidence a été légèrement plus forte dans le cas des services que dans celui de l'agriculture. La croissance de la production de l'industrie manufacturière a aussi été négativement corrélée avec la pauvreté mais les résultats n'ont pas été statistiquement significatifs; n est le nombre de pays pour lesquels des données étaient disponibles. Toutes les régressions utilisent la méthode des moindres carrés ordinaires (MCO), méthode qui convient le mieux ici pour déterminer le lien entre la pauvreté et la croissance des différents secteurs.

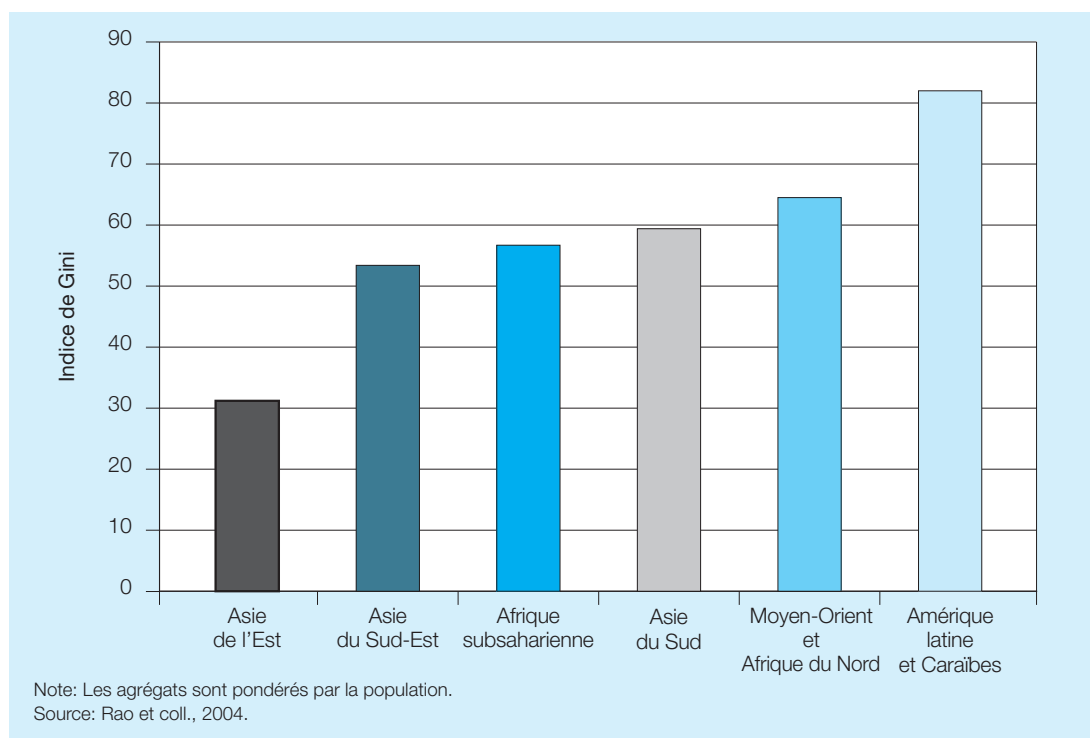
Source: Majid, 2004.

Les données de Sala-i-Martin montrent que l'incidence du coefficient de l'agriculture est plus forte en Asie et dans l'Afrique subsaharienne: dans cette dernière région, une hausse de 1 point de pourcentage de la production agricole a été corrélée avec une baisse de la pauvreté de 0,2 point de pourcentage dans les années 1970, et de 0,13 points dans les années 1980 (figure 3.3c). En Asie, elle a été de presque 0,6 points dans les années 1970 et d'un peu plus de 0,1 point dans les années 1980 (figure 3.3d). Mais les mêmes travaux empiriques n'ont pas permis de conclure qu'il y a un lien entre croissance agricole et réduction de la pauvreté en Amérique latine. En fait, dans cette région, pendant les années 1970, c'est l'expansion du secteur des services qui a été la plus liée à la réduction de la pauvreté (figure 3.3b). Les profondes inégalités foncières en Amérique latine sont peut-être la principale explication de ces résultats (voir figure 3.4).

En aucun cas la croissance de l'industrie manufacturière n'a fait apparaître une corrélation directe et significative avec la réduction de la pauvreté: le plus souvent, la croissance de ce secteur est à forte intensité de capital et non de main-d'œuvre. Ainsi, il est improbable que la croissance tirée par ce secteur ait d'importants effets de premier ordre sur l'emploi. Ce n'est pas surprenant: on sait que l'emploi est le moyen le plus direct de s'affranchir de la pauvreté. Cela ne veut pas dire pour autant que l'industrie manufacturière peut ou devrait être négligée. Ces données n'impliquent d'ailleurs pas que l'expansion de cette industrie n'a contribué dans aucune économie à la croissance de l'emploi et à la réduction de la pauvreté: c'est le cas, en particulier, à des stades ultérieurs de développement, lorsque la part de l'agriculture décroît dans l'économie. Mais les effets directs de la croissance de l'agriculture sur la réduction de l'emploi devraient être examinés de près. Considérés conjointement, les chiffres des figures 3.3 et 3.4 montrent que la croissance de l'agriculture joue un rôle et que, lorsque la distribution des revenus est initialement plus équitable, l'impact de la croissance de ce secteur sur la pauvreté est plus fort¹⁵. De plus, il ressort des données du BIT que même pendant les années 1990, période pendant laquelle la réduction de la pauvreté a stagné, dans le monde en développement la pauvreté a plus reculé sous l'effet de la croissance de l'agriculture que de celle d'autres secteurs. Ce résultat est dû à l'Asie et plus particulièrement à la Chine (voir aussi l'encadré 3.7). Le présent chapitre suggère donc que, s'il existe un type de croissance qui contribue le mieux à la réalisation des Objectifs de développement pour le Millénaire en matière de réduction de la pauvreté, c'est celle de l'agriculture¹⁶.

¹⁵ En matière d'inégalités foncières, le cas du Brésil est malheureusement éloquent. Les travailleurs ruraux – entre autres, petits exploitants agricoles indépendants, métayers, fermiers, journaliers – constituent le secteur le plus pauvre et le plus vulnérable du pays, et dépendent de leurs terres et de leurs récoltes pour survivre. Selon les chiffres les plus récents, 40 pour cent des travailleurs ou exploitants agricoles (les plus pauvres) possèdent 1 pour cent des terres, tandis que 20 pour cent (les plus riches) en possèdent 88 pour cent. Malgré une tentative de réforme agraire pendant les années 1990, le régime foncier n'est pas devenu plus équitable ces vingt dernières années. Le Mouvement des travailleurs sans terre (MST) estime à 20 millions le nombre de ces personnes au Brésil (soit 4 millions de familles). Les 7 millions d'occupants sans titre, de métayers et d'immigrés ne parviennent qu'à survivre (Cassel et Patel, 2003).

¹⁶ Point important, cette analyse générale n'aborde pas directement la question essentielle de la composition de la croissance agricole – c'est-à-dire la question de savoir si c'est la productivité ou la croissance tirée par l'emploi qui importe le plus pour réduire la pauvreté. Cette question fait l'objet de la section 3.5.

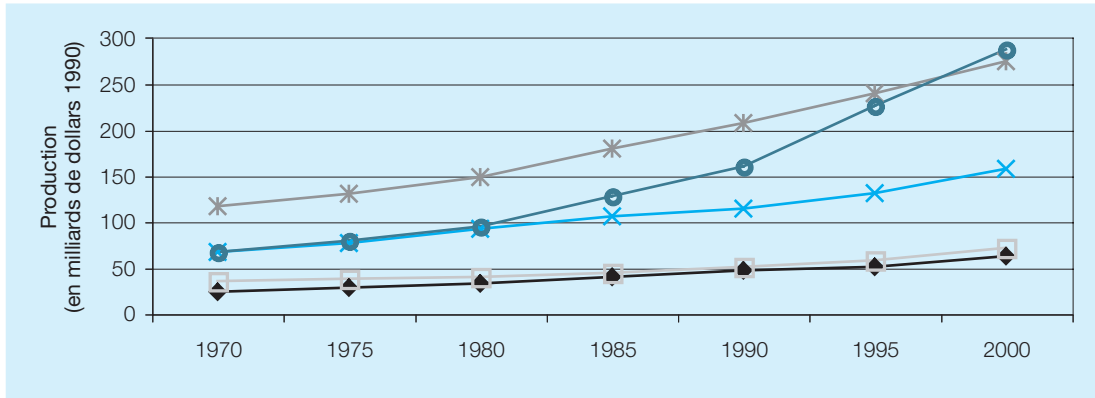
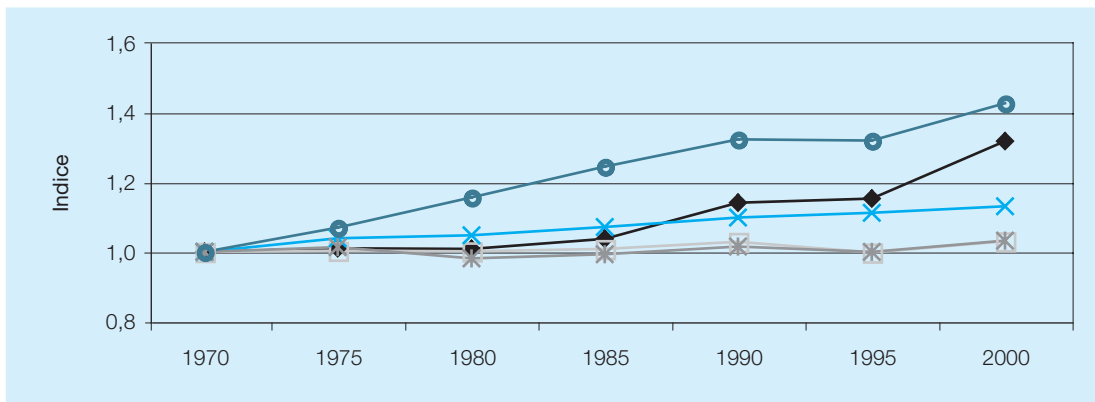
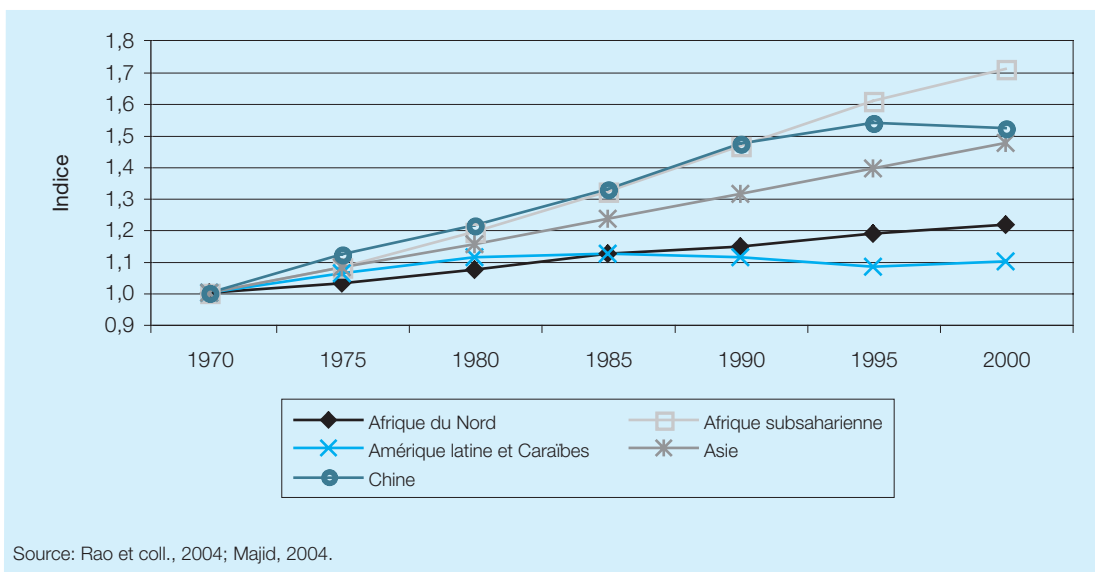
Figure 3.4. Répartition de la propriété foncière à l'échelle régionale, 2000

Principaux facteurs de croissance de la production agricole

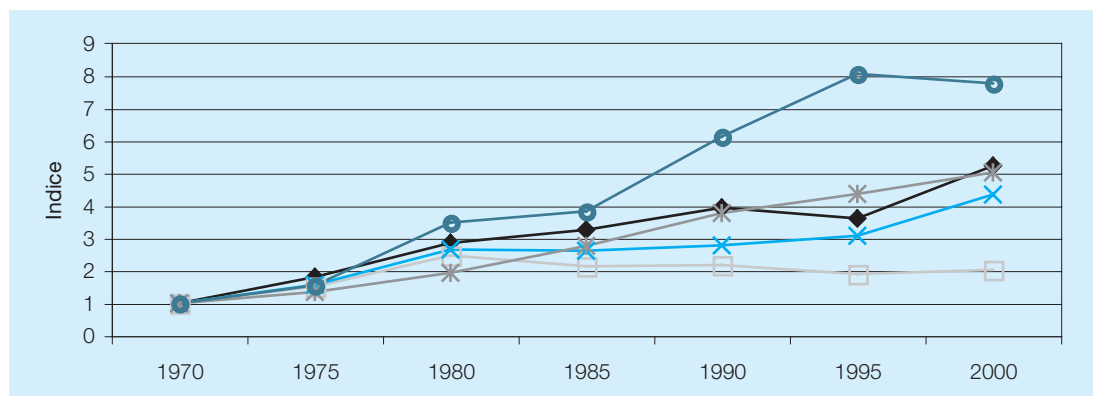
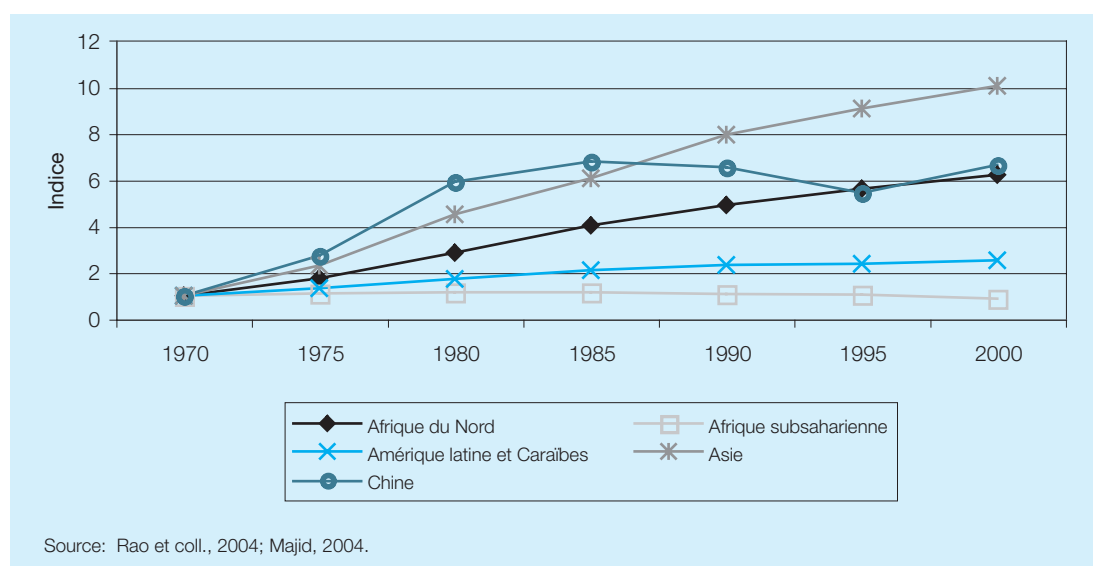
Manifestement, les terres, la main-d'œuvre et les investissements techniques (engrais, tracteurs) sont importants pour la croissance de l'agriculture. Une vue d'ensemble de ces facteurs est utile pour comprendre l'évolution globale de l'agriculture ces dernières décennies. Les figures 3.5 à 3.9 présentent une estimation de l'évolution quinquennale – de 1970 à 2000 – de la production et des indices d'utilisation de ces facteurs dans les régions en développement. Les indices de production relatifs aux terres, à la main-d'œuvre, aux engrais et aux tracteurs (indice 1 en 1970) montrent l'évolution de l'utilisation de ces facteurs mais pas son volume. Et, puisqu'il s'agit d'indices techniques, ils ne rendent pas compte du contexte institutionnel et sociétal de la croissance de la production.

Les résultats de la Chine sont spectaculaires: la production agricole (en dollars de 1990) a augmenté de plus de 400 pour cent depuis 1980, soit environ le double de ce qui a été enregistré dans l'agriculture à l'échelle mondiale. Dans le reste de l'Asie, elle s'est aussi accrue, mais dans une moindre mesure dans d'autres régions (figure 3.5).

Il ressort de la décomposition de la croissance de la production en Chine que les indices des terres, de la main-d'œuvre et des engrais ont connu une hausse marquée et soutenue (mais le taux de croissance des deux derniers indices a ralenti récemment), et que le taux de croissance de l'utilisation des tracteurs a diminué après le milieu des années 1980. A y regarder de près, il semble

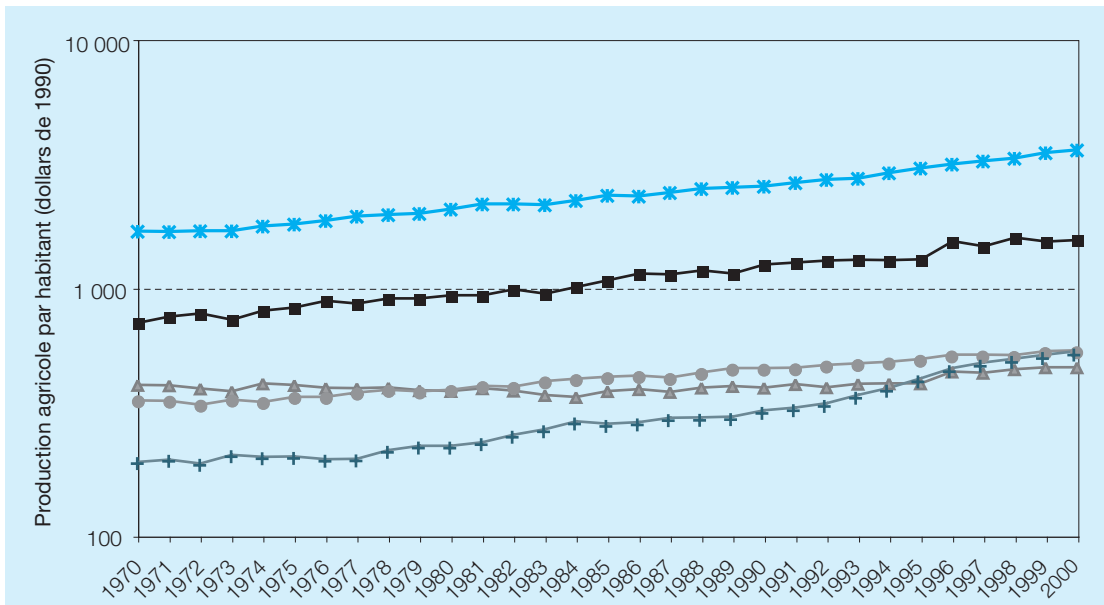
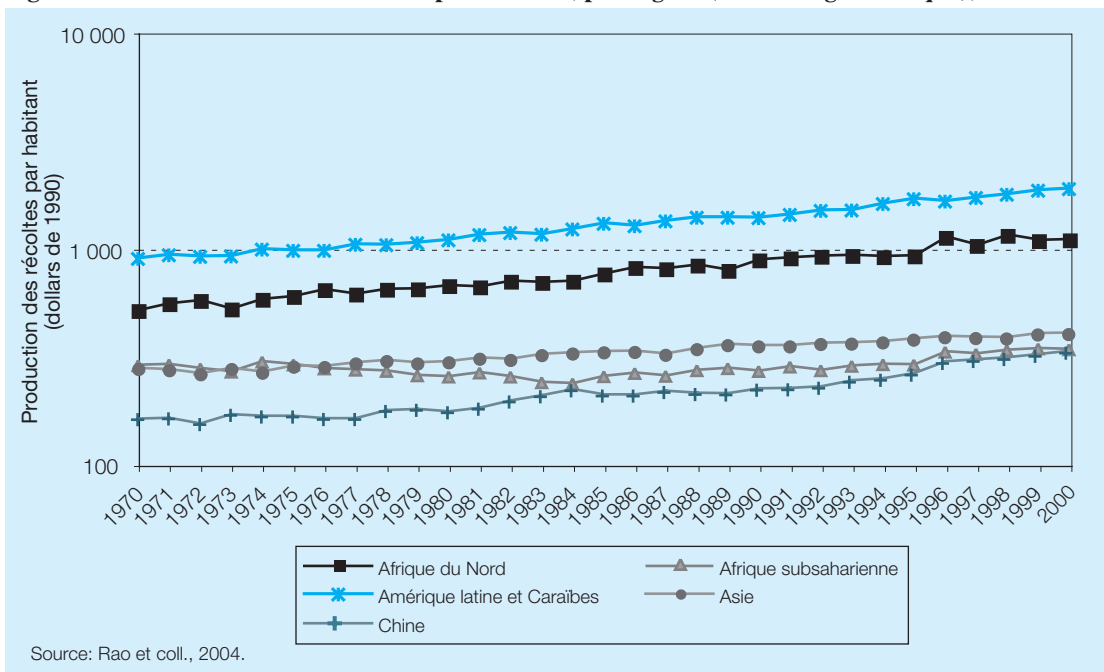
Figure 3.5. Production par région, 1970-2000**Figure 3.6. Indice des terres par région, 1970-2000****Figure 3.7. Indice de la main-d'œuvre par région, 1970-2000**

Source: Rao et coll., 2004; Majid, 2004.

Figure 3.8. Indice des engrais par région, 1970-2000**Figure 3.9. Indice des tracteurs par région, 1970-2000**

que ces données indiquent que, ces vingt dernières années, le développement agricole de la Chine n'a pas été seulement dû au remplacement de main-d'œuvre par des machines. Il convient aussi de s'intéresser à l'Afrique subsaharienne où la croissance très modeste de la production est allée de pair avec la stagnation, voire la baisse de l'utilisation des terres, engrais et tracteurs, et avec une très forte hausse de l'utilisation de la main-d'œuvre. Cette hausse, alors que le recours aux autres intrants n'a pas varié et que la production s'est faiblement accrue, semble montrer que, dans cette région, la situation dans l'emploi des travailleurs agricoles a empiré.

Les figures 3.5 à 3.9 semblent indiquer que la croissance de la production agricole a été très forte depuis 1970. En réalité, cette croissance, de même que celle de la valeur des récoltes par habitant, a été assez faible dans la plupart des régions en développement. Elle n'a pas varié dans l'Afrique subsaharienne (figures 3.10 et 3.11).

Figure 3.10. Production agricole par habitant, par région (échelle logarithmique), 1970-2000**Figure 3.11. Production des récoltes par habitant, par région (échelle logarithmique), 1970-2000**

Quelques liens entre la croissance de l'agriculture et la réduction de la pauvreté: denrées alimentaires et activités non agricoles en milieu rural

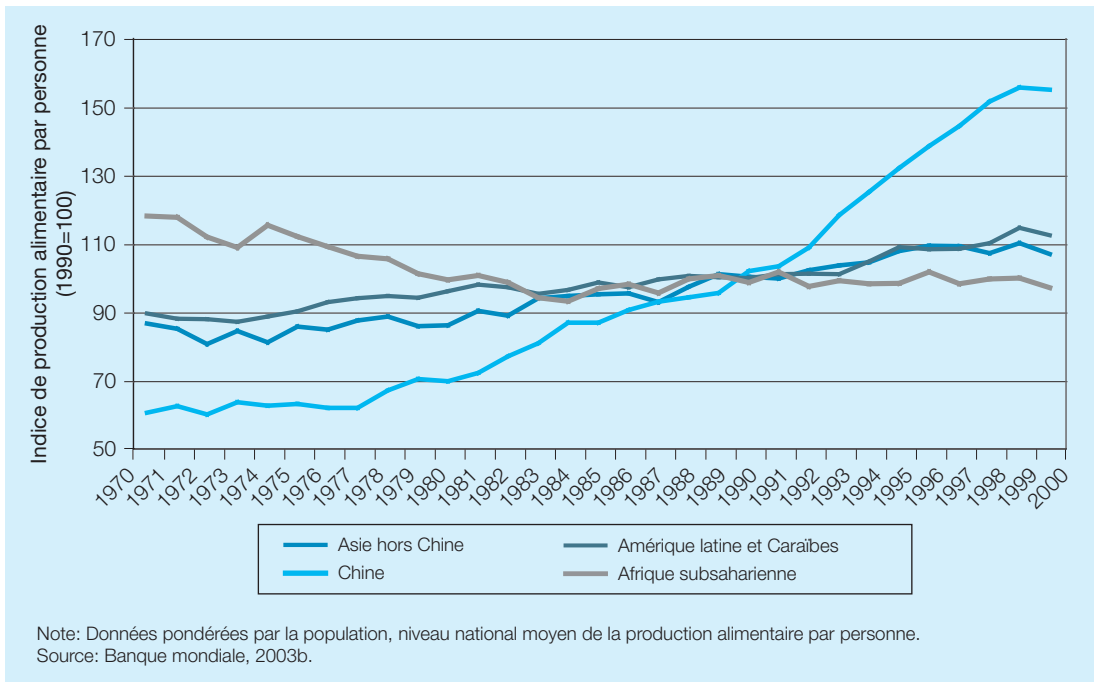
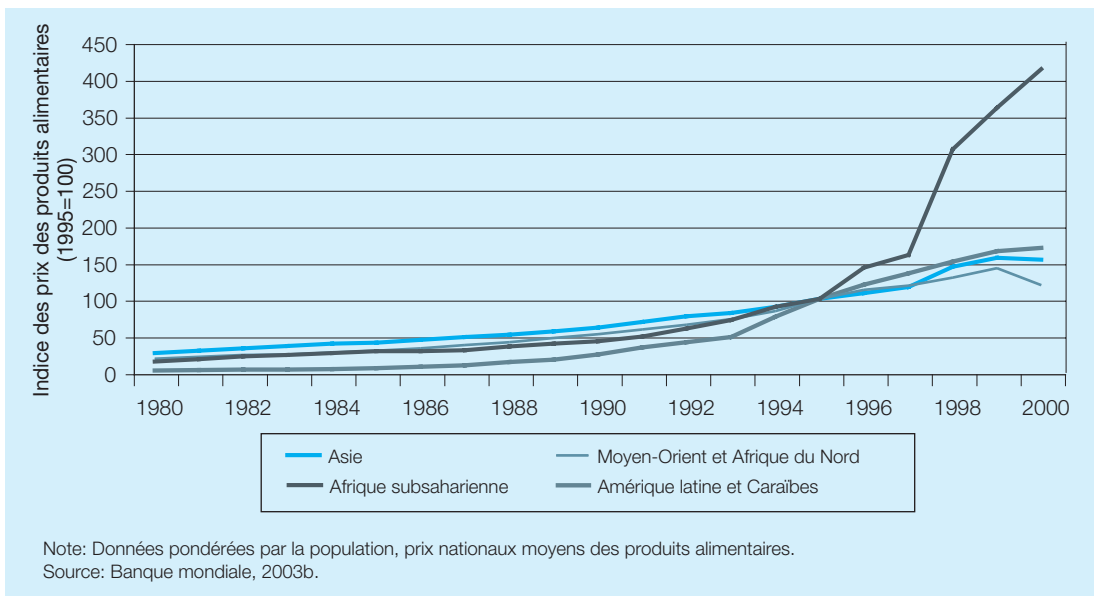
Dans la section précédente, on a montré que la croissance de l'agriculture résulte de la conjugaison de ses moyens de production, dont la main-d'œuvre.

Cette section porte sur deux liens essentiels entre croissance et réduction de la pauvreté. Pour que les stratégies de développement soient efficaces, il est important de comprendre précisément comment la hausse de la production peut se traduire par l'amélioration du niveau de vie. Les moyens d'y parvenir sont directs ou non. Ici, on s'intéresse aux effets directs sur la pauvreté de l'augmentation de la production alimentaire et de l'évolution des prix des produits alimentaires, ainsi qu'aux effets indirects que la croissance agricole peut avoir en stimulant la création et l'expansion en milieu rural d'activités non agricoles génératrices de revenus.

L'un des principaux résultats de la croissance agricole, à savoir l'augmentation de la quantité de nourriture produite par personne, contribue particulièrement à la réduction de la pauvreté. Parce que les pauvres en milieu rural ont très peu de ressources – le plus souvent, il s'agit de travailleurs occasionnels, de métayers ou de très petits exploitants –, une plus grande production alimentaire améliorera probablement leur situation, en particulier lorsqu'ils doivent acheter leur nourriture¹⁷. Par conséquent, l'offre de denrées alimentaires dans un pays, laquelle correspond certes aux types de culture et à des structures d'incitation déterminées par les prix, peut aussi indiquer si les pauvres occupés dans le secteur agricole ont davantage accès à ces produits. A ce sujet, l'évolution de l'indice de la production alimentaire par habitant a été très différente d'une région à l'autre (voir la figure 3.12). La situation de l'Asie a continué de s'améliorer, essentiellement grâce aux résultats de l'Asie de l'Est, en particulier ceux de la Chine. De plus, si l'on considère que la pauvreté a empiré dans l'Afrique subsaharienne, la stagnation de la production alimentaire par habitant laisse penser que l'offre de denrées alimentaires par habitant est un indicateur fiable de la vulnérabilité à la pauvreté.

Par ailleurs, les indices régionaux des prix des produits alimentaires (figure 3.13) font apparaître des tendances nettes. L'Asie a enregistré une hausse graduelle de ces prix mais celle-ci n'a pas dépassé celle de l'offre des produits alimentaires par habitant. Dans cette région (en particulier en Chine), les revenus ruraux se sont constamment accrus et ont orienté à la hausse les prix des produits alimentaires. En Amérique latine, l'augmentation de l'indice de ces prix a été légèrement supérieure, peut-être en raison des migrations très importantes des populations rurales vers les villes, d'où une expansion de la population urbaine qui a pesé sur l'offre alimentaire. En Afrique subsaharienne, les hausses de ces prix ont été extrêmement fortes dans les années 1990. Ces hausses, conjuguées avec la baisse de la production alimentaire par habitant, indiquent que, très probablement, la situation de l'agriculture évolue d'une façon qui nuit aux pauvres. Les décideurs doivent trouver un juste équilibre dans ce domaine. Si les prix augmentent trop vite, les pauvres risquent d'en subir les conséquences. S'ils n'augmentent pas, les producteurs pourraient ne pas être incités à investir, ce qui

¹⁷ FIDA, 2001.

Figure 3.12. Indice de production alimentaire par personne (1990=100), 1970-2000**Figure 3.13. Indice régional des prix des produits alimentaires, pondéré par la population (1995=100), 1980-2000**

peut compromettre la création d'emplois. C'est particulièrement vrai pour les producteurs qui exportent.

La production et les prix sont des éléments importants d'une stratégie de croissance agricole axée sur la réduction de la pauvreté. D'autres éléments militent en faveur de cette stratégie. S'il est vrai que la pauvreté est essentiellement

rurale, et que l'agriculture joue un rôle important dans l'économie rurale, la croissance agricole peut stimuler d'autres activités rurales. Souvent, les familles tirent aussi un revenu d'activités rurales non agricoles, y compris les familles pauvres qui travaillent dans l'agriculture¹⁸, entre autres – services domestiques (à compte propre), construction, éducation, élaboration et vente de denrées alimentaires, administration publique, manufacture. Ces activités représenteraient de 40 à 45 pour cent des revenus moyens des ménages en milieu rural (Afrique subsaharienne et Amérique latine), de 30 à 40 pour cent dans l'Asie du Sud¹⁹ et, selon le FIDA (2001), de 25 à 35 pour cent en Inde. Elles représentent aussi une proportion substantielle de l'emploi en zone rurale²⁰. Dans les pays en développement, en moyenne, cette proportion est d'environ 30 pour cent. En Asie, elle est de 44 pour cent et, dans certains pays de la région, elle s'accroît deux fois plus vite que l'emploi agricole (FIDA, 2001). En Amérique latine, elle est d'au moins 30 pour cent. Ces activités sont également importantes dans d'autres pays en développement: en Chine, elles représentaient 34 pour cent de l'emploi rural en 2000²¹. En Inde, la part de ces activités dans l'emploi total s'est considérablement accrue – en 2000, 29 pour cent des hommes et 15 pour cent des femmes ayant un emploi en milieu rural²². Au Viet Nam, en 1993, cette proportion était encore plus élevée (70 pour cent de l'emploi rural total)²³.

Les activités rurales non agricoles peuvent promouvoir la croissance et améliorer la qualité de la vie de plusieurs façons. Lorsque la population active rurale augmente davantage que l'emploi dans l'agriculture, ces activités peuvent faire baisser le chômage et le sous-emploi et contenir les migrations vers les villes. Outre le fait que le secteur des activités non agricoles constitue un marché considérable pour la production agricole, la croissance agricole peut déboucher sur la consommation de biens et de services produits dans le secteur des activités non agricoles lorsque ce secteur bénéficie d'un soutien, d'où d'éventuels effets multiplicateurs notables, tant pour l'emploi rural que pour la qualité de la vie en général.

Toutefois, une enquête réalisée aux fins du *Rapport sur le développement dans le monde* de 1995²⁴ indique que, le plus souvent, les mesures d'aide aux activités non agricoles sont prises dans un contexte général d'action publique défavorable à ce secteur. Étant donné la diversité des activités rurales non agricoles, il est difficile de définir une politique d'ensemble pour ce secteur. Il se peut que les mesures prises isolément pour aider ces activités aient de bons résultats mais il faut être conscient que ces activités ne pourront contribuer à réduire la

¹⁸ Chuta et Liedholm, 1981; Saith, 1992; Lanjouw et Lanjouw, 1995.

¹⁹ Start, 2001.

²⁰ Il se peut que l'emploi dans des activités rurales non agricoles soit sous-estimé: dans la majorité des cas, on n'entend par emploi rural que l'emploi agricole. De plus, dans la plupart des pays en développement, des emplois souvent occupés par des femmes (habillement, élaboration de denrées alimentaires, éducation des enfants) ne sont pas rémunérés et ne sont donc pas pris en compte dans les chiffres de l'emploi.

²¹ Johnson, 2002.

²² Kundu et coll., 2003.

²³ Lanjouw et Lanjouw, 2001.

²⁴ *Ibid.*

Encadré 3.5. Une mousson exceptionnelle contribue au boom économique de l'Inde

Même si en Inde, depuis trente ans, la part de l'agriculture dans la production totale a sensiblement baissé, elle représente encore 20 pour cent du PIB – environ 2 pour cent pour les pays de l'OCDE. Par conséquent, l'expansion économique globale du deuxième pays le plus peuplé du monde dépend beaucoup de l'agriculture. D'ailleurs, le fort taux de croissance actuel du PIB (plus de 10 pour cent) suit une mousson sans précédent qui a alimenté une hausse substantielle de la production agricole.

Étant donné la structure de l'emploi en Inde, ses perspectives en matière de réduction de la pauvreté sont directement liées aux résultats de l'agriculture: environ 70 pour cent de la population – principalement des personnes aux revenus faibles – vivent de l'agriculture. Il ressort de plusieurs études que, parmi les dépenses publiques qui ont été utiles pour réduire la pauvreté, les investissements dans la productivité de l'agriculture ont contribué considérablement à réduire l'extrême pauvreté – 1 dollar par jour. En matière de réduction de la pauvreté, les investissements dans la recherche et le développement destinés à augmenter la productivité agricole ont été 2,5 fois plus efficaces que les dépenses d'éducation, 10 fois plus que les dépenses d'irrigation et plus de 3 fois plus que les dépenses d'ordre général pour le développement rural. Selon la Banque mondiale, en Asie du Sud, il faut augmenter en moyenne de 179 dollars le budget de la recherche et du développement pour que l'accroissement du rendement agricole permette à une personne de s'affranchir de l'extrême pauvreté – 1 dollar par jour. Les seuls investissements à avoir davantage contribué globalement à réduire la pauvreté ont été les travaux d'infrastructures routières, investissements qui ont aussi une incidence sur la productivité agricole nationale.

Les investissements axés sur la productivité se sont traduits en Inde par une hausse du revenu des exploitants agricoles pauvres. La Banque mondiale estime que, dans le sud du pays, les revenus réels moyens des petits exploitants et des travailleurs agricoles sans terre se sont accrus respectivement de 90 et de 125 pour cent pendant vingt ans de la «révolution verte». Le boom économique entraîné par la mousson devrait stimuler encore les revenus ruraux et aider à atténuer la pauvreté. Mais, pour que la réduction de la pauvreté soit durable, il faut que la productivité de l'agriculture indienne continue d'augmenter.

Sources: Banque mondiale, 2000; Byerlee et Alex, 2002.

pauvreté que si la croissance agricole est suffisante. Il est important aussi de se demander, à propos de la contribution éventuelle de ces activités au développement, si elles permettent de transformer efficacement à l'échelle locale des ressources en production. Il se peut que certaines soient moins rentables pour les travailleurs que des tâches agricoles occasionnelles mais ces nouvelles possibilités d'emploi peuvent permettre à ces gens de prendre un nouveau départ, de s'affranchir de la pauvreté par le travail et d'accroître leur sécurité économique.

3.5. Effets de la productivité et de l'emploi sur la réduction de la pauvreté

On a vu jusqu'à maintenant que le développement et la croissance agricoles sont essentiels pour réduire rapidement et durablement la pauvreté, que la crois-

sance agricole est souvent plus importante pour réduire la pauvreté que l'expansion d'autres secteurs, qu'elle a aussi des effets multiplicateurs dans les zones rurales et qu'il convient, dans le cadre d'une stratégie de réduction de la pauvreté déterminée par la croissance agricole, de s'intéresser particulièrement au rôle de la production alimentaire et de l'évolution des prix des produits agricoles dans le développement agricole.

Il y a deux autres facteurs de croissance: la productivité et l'emploi. Souvent, on affirme à tort qu'ils sont négativement corrélés. Comme le montre le chapitre 2 du Rapport, ce n'est pas nécessairement le cas. En fait, c'est leur caractère complémentaire qui stimule la croissance à long terme. Est-ce vrai aussi pour l'agriculture? Pour répondre à cette question, on s'intéressera maintenant aux relations entre, d'un côté, la productivité et la création d'emplois dans l'agriculture et, de l'autre, la réduction de la pauvreté.

La productivité de l'agriculture est-elle liée à la réduction de la pauvreté?

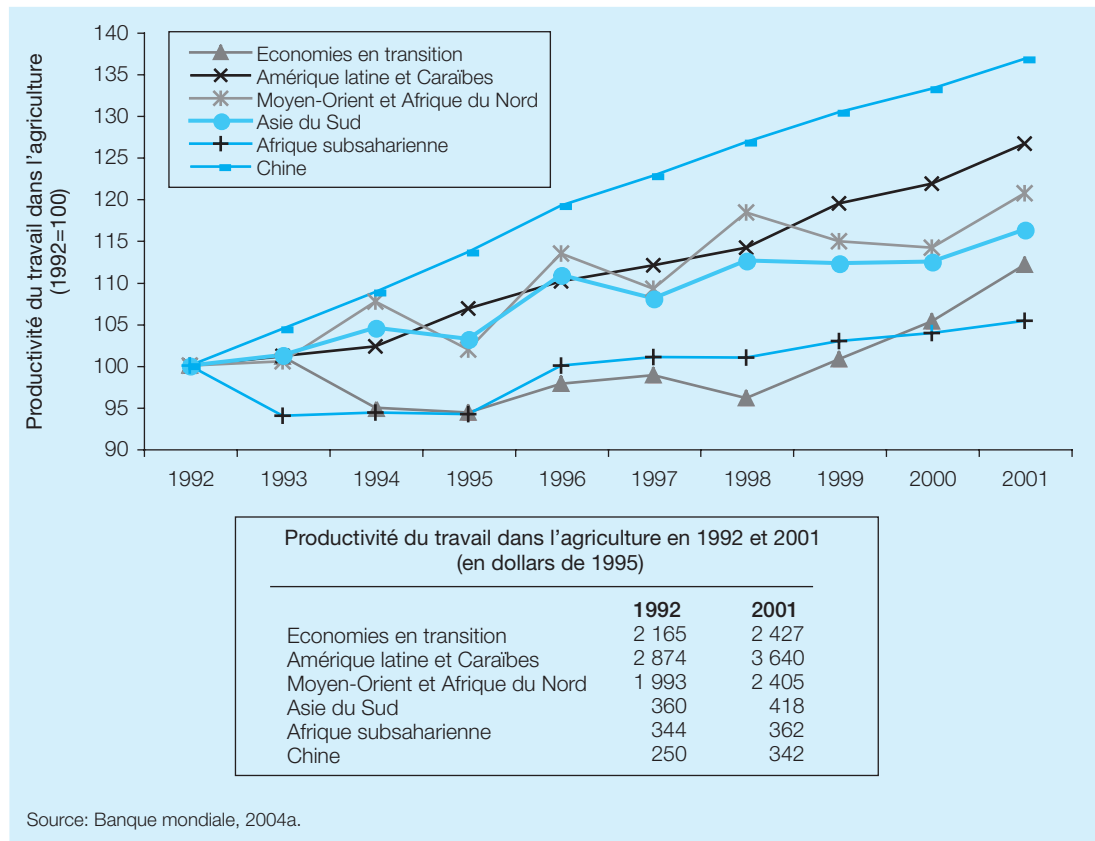
La productivité – celle du travail ou la productivité totale des facteurs –, dépend de l'utilisation efficace des ressources pour favoriser la croissance économique. Etant donné que la croissance fait baisser la pauvreté et que la productivité contribue à la croissance, il est utile d'examiner de plus près la productivité en général et – c'est l'objet de ce chapitre – celle de l'agriculture et ses liens avec la réduction de la pauvreté²⁵.

La figure 3.14 donne un aperçu systématique par région de la productivité du travail dans l'agriculture (voir aussi le chapitre 1 du Rapport). Elle présente non seulement l'évolution de la croissance mais aussi les niveaux de la productivité du travail. Dans le monde en développement, c'est en Amérique latine qu'ils sont les plus élevés. Elle est suivie du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, puis des économies en transition. L'Asie de l'Est, l'Asie du Sud et l'Afrique subsaharienne ont enregistré en moyenne des chiffres beaucoup plus faibles (pour un complément d'information sur l'Afrique subsaharienne, voir l'encadré 3.6 ci-dessous). Ces régions sont aussi celles où vit la plus grande partie de la population mondiale pauvre.

A propos de la productivité du travail, de 1992 à 2001, dans toutes les régions, elle a faiblement augmenté mais, ces dernières années, l'Amérique latine et les Caraïbes ont enregistré des gains non négligeables. Toutefois, en pourcentage, la Chine est en tête. Bien que globalement la productivité du travail y reste assez faible, elle s'est accrue de 36 pour cent en 1992-2001. Toujours du point de vue de la croissance de la productivité, la Chine est suivie de l'Amérique latine

²⁵ Alors qu'on dispose d'une documentation abondante sur la corrélation entre la croissance agricole et la réduction de la pauvreté, il y en a beaucoup moins sur les liens entre productivité et réduction de la pauvreté. Les chercheurs qui se sont penchés sur cette question se sont souvent intéressés à un pays en particulier: l'Inde – Ahluwalia (1978) et Datt et Ravallion (1996, 1998), le Kenya – Rangarajan (1982) et Block et Timmer (1994), les Philippines – Coxhead et Warr (1991), la Bolivie – Franco et Godoy (1993), et le Bangladesh – Wodon (1999). D'une manière générale, ces études ont démontré que la croissance agricole obtenue par la hausse de la productivité est importante pour réduire la pauvreté.

Figure 3.14. Productivité du travail dans l'agriculture, par région, 1992-2001, et productivité du travail en 1992 et 2001



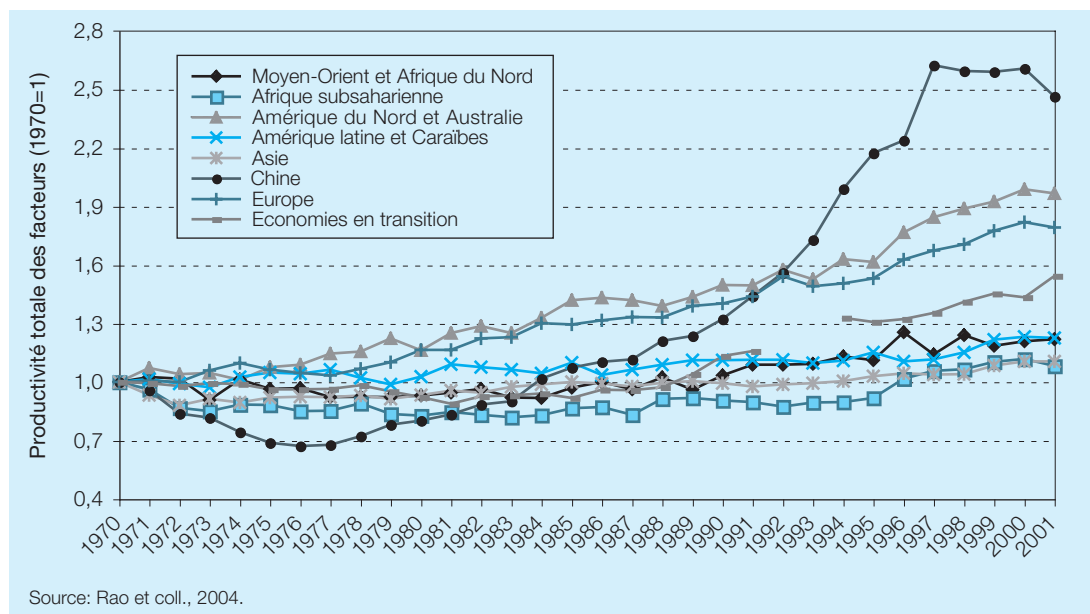
(26,6 pour cent), du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (20,7 pour cent), de l'Asie du Sud (16,3 pour cent) et de l'Afrique subsaharienne (5,4 pour cent).

Par ailleurs, la productivité totale des facteurs²⁶ dans l'agriculture a augmenté régulièrement dans toutes les régions en développement, même après le début des années 1990 (voir la figure 3.15 ci-dessous). Les différences régionales dans la croissance de cette productivité apparaissent aussi dans le monde en développement. Toutefois, il est intéressant de noter que cette croissance a été légèrement supérieure à celle de la productivité du travail, surtout dans les années 1990.

Autrement dit, alors que rien n'indique que la productivité du travail ait augmenté à l'échelle régionale à partir du milieu des années 1990, c'est-à-dire lorsque la réduction de la pauvreté a commencé à ralentir, la hausse de la productivité totale des facteurs s'est poursuivie dans toutes ces régions en dévelop-

²⁶ Pour un examen des différentes mesures de la productivité, voir l'encadré 1.2 du chapitre 1 du Rapport.

Figure 3.15. Croissance pondérée annuelle moyenne de la productivité totale des facteurs dans l'agriculture, par région, 1970-2001



pement. Cette croissance a été la plus faible dans l'Afrique subsaharienne. Encore, c'est la Chine qui a eu les meilleurs résultats. Alors que la croissance de la productivité totale des facteurs avait été moyenne jusqu'au milieu des années 1980, elle s'est brusquement accélérée. Pendant les années 1990, elle a continué sur sa lancée. La croissance de l'agriculture pendant cette période semble avoir concordé avec celles de l'industrie manufacturière et de l'ensemble du PIB. On ne s'intéresse pas assez à ce phénomène important. Souvent, on associe la forte baisse de la pauvreté en Chine à sa spectaculaire croissance générale (en particulier celle de l'industrie manufacturière). Le fait est que la croissance générale a été très équilibrée et que l'agriculture a joué un rôle essentiel, tant du point de vue de la productivité totale des facteurs que de la productivité du travail²⁷. Le cas de la Chine²⁸ est examiné plus en détail dans l'encadré 3.7 ci-dessous.

Au sujet des liens entre la productivité agricole et la réduction de la pauvreté, les recherches empiriques réalisées aux fins de ce chapitre (elles sont analysées plus en détail à l'annexe 3.1) confirment les éléments présentés jusqu'à maintenant. Elles confirment donc le lien positif et fort entre l'augmentation de

²⁷ Pour une analyse des institutions et de l'agriculture en Chine, voir Hussain et coll. (1999).

²⁸ En Inde, en revanche, le facteur de la croissance cumulée dans la productivité totale des facteurs entre 1970 et 2000 a été assez faible – il n'a représenté que 0,3 pour cent de la croissance annuelle moyenne. Il semble que la faible hausse de la productivité totale des facteurs a été due en partie au fait que le point de départ en 1970 était élevé et qu'ensuite la croissance de cette productivité s'est considérablement ralentie.

Encadré 3.6. Défis et potentiel de l'agriculture dans l'Afrique subsaharienne

L'Afrique subsaharienne a le taux de pauvreté le plus élevé du monde – plus de 45 pour cent de la population vit avec moins de 1 dollar par jour. Cette proportion est d'autant plus préoccupante qu'elle s'accroît. De plus, le nombre de personnes vivant au-dessous du seuil de pauvreté a fortement augmenté pour atteindre environ 325 millions, soit près de 65 pour cent de plus qu'il y a vingt ans.

La région dépend beaucoup de l'agriculture – les deux tiers de la population vivent en zone rurale et la majorité de la population rurale est occupée à des activités agricoles de subsistance. Comme il fallait s'y attendre, des éléments indiquent clairement que la pauvreté est étroitement liée aux piètres résultats de l'agriculture, laquelle a régressé, principalement en raison de gains de productivité insuffisants. De fait, la valeur ajoutée par travailleur a baissé depuis vingt-cinq ans – 425 dollars en 1980, 368 dollars en 1990, 362 dollars en 2001. (Pour un complément d'information, voir le chapitre 1 du Rapport). Cette tendance est due en partie à la baisse des prix agricoles mais aussi à la faible productivité du secteur. Une des raisons évidentes de cette faible productivité est l'insuffisance des moyens de production: en 2001, on utilisait 30 pour cent de moins d'engrais qu'en 1981; le nombre de tracteurs par unité de terre a aussi diminué pendant cette période. La baisse de l'utilisation de ces moyens est probablement due, entre autres, au fait qu'en Afrique subsaharienne ils sont moins bénéfiques à la productivité que dans la plupart des autres régions, principalement en raison de systèmes d'irrigation inappropriés.

Il n'est donc pas surprenant que la productivité agricole n'ait pas suffi pour répondre aux besoins de la population en expansion. Pendant les années 1990, la production alimentaire a augmenté mais la croissance démographique aussi. Résultat: la région dépend beaucoup des importations de produits alimentaires, lesquelles ont été estimées en 2000 à 18,7 milliards de dollars (soit près de 28 pour cent de la valeur de la production agricole de la région, et 5,5 pour cent de l'ensemble des PIB). Mais ces importations onéreuses ne suffisent pas et l'Afrique subsaharienne manque de nourriture – la famine chronique touche plus de 200 millions de personnes dans la région, soit une hausse de plus de 30 millions au cours des dix dernières années. C'est l'engrenage funeste de la faim, de la faible productivité, de la pauvreté: mal nourris, les travailleurs ont une santé précaire, d'où une productivité faible, une croissance faible et une pauvreté constante. De plus, ils n'ont ni l'énergie ni les ressources nécessaires pour investir dans leurs capacités.

Toutefois, en dépit de ces nombreuses difficultés liées à la pauvreté et du marasme agricole, il y a beaucoup de raisons pour continuer d'espérer que la croissance de l'agriculture s'améliorera et contribuera à la réduction de la pauvreté, à condition de bien conjuguer les mesures publiques et l'aide des donateurs. L'Afrique subsaharienne a des terres en abondance, près de 8 fois plus que l'Inde pour les deux tiers de population. De plus, ces terres, distribuées assez équitablement, sont principalement cultivées par de petits exploitants. Ainsi, les gains de productivité et de rendement se traduiront par une croissance équitable qui bénéficiera probablement à ceux qui en ont le plus besoin. Enfin, contrairement aux idées reçues, l'Afrique subsaharienne a assez de ressources hydriques pour accroître la production agricole. La FAO a estimé qu'en 2000 on n'utilisait pour l'irrigation que 3 pour cent de l'ensemble des ressources renouvelables en eau.

Encadré 3.6 (suite et fin)

Mais, pour que la productivité s'améliore, il faut progresser dans plusieurs autres domaines. Tout d'abord, les décideurs doivent encourager des initiatives de recherche et de développement *adaptées* à la région. Alors qu'à l'échelle mondiale une grande partie de la recherche et du développement agricole est axée sur les besoins du monde développé, dans lequel la norme est la production à grande échelle, la recherche et le développement dans l'Afrique subsaharienne doivent tenir compte des réalités locales et, donc, de la prépondérance des petites exploitations. Etant donné que la main-d'œuvre dans l'Afrique subsaharienne s'accroît rapidement, la recherche devrait aussi examiner les meilleurs moyens de promouvoir les méthodes de production à forte intensité de main-d'œuvre. Ensuite, gouvernements et donateurs doivent chercher à accroître le rendement agricole, en particulier les cultures vivrières. A cette fin, il faut davantage d'irrigation et d'investissements dans des moyens de production comme les engrais. Les gouvernements de la région devraient aussi prendre des mesures plus favorables à la production – entre autres, défiscaliser la production agricole (en particulier, encore, les cultures vivrières). Enfin, les infrastructures rurales ont besoin d'être considérablement améliorées. Sans routes, sans ports adaptés, il est peu probable que l'Afrique subsaharienne puisse dépasser le stade de l'agriculture de subsistance. Les difficultés qui se posent pour améliorer l'agriculture et réduire la pauvreté restent considérables mais des politiques agricoles bien conçues et une aide des pays donateurs plus importante et mieux ciblée pourraient contribuer à réduire véritablement la pauvreté dans la région.

Sources: Banque mondiale, 2004a; Hazell, 2002; Cleaver, 1995.

la productivité agricole et la réduction de la pauvreté²⁹. Ces recherches montrent que l'accroissement de la productivité du travail dans l'agriculture semble avoir sur la réduction de la pauvreté un effet *direct* beaucoup plus important que l'augmentation de la productivité totale des facteurs. L'une des principales raisons est probablement la relation entre accroissement de la productivité du travail et augmentation des salaires. On peut donc affirmer avec plus de certitude que l'accroissement de la productivité du travail a des conséquences directes plus importantes sur la réduction de la pauvreté que la hausse de la productivité totale des facteurs. Mais, dans toutes les situations examinées où les inégalités

²⁹ L'une des plus récentes études sur la productivité agricole et la réduction de la pauvreté a été menée par Thirtle et coll. (2003). Au moyen d'une méthode économétrique, ils ont d'abord mis en évidence l'importance qu'a la productivité du travail dans l'agriculture pour la réduction globale de la pauvreté. Dans une recherche plus poussée, ils ont introduit dans un système d'équations beaucoup des variables qui ont trait à la pauvreté. Il en ressort que les investissements dans la recherche et le développement agricoles ont pour effet d'accroître la valeur ajoutée agricole et d'obtenir ainsi des taux de rentabilité très satisfaisants dans l'agriculture, tant en Afrique (22 pour cent) qu'en Asie (31 pour cent), mais beaucoup moins en Amérique latine (10 pour cent). Par conséquent, l'augmentation de la productivité agricole obtenue de la sorte justifie les investissements dans la recherche et le développement et contribue considérablement à la réduction de la pauvreté. Les auteurs ont constaté qu'une hausse de 1 pour cent de la production permet de réduire de 6 millions le nombre des personnes vivant avec moins d'un dollar par jour – 95 pour cent de ces personnes se trouvent en Afrique et en Asie. Ils ont aussi constaté que le coût par habitant de la réduction de la pauvreté, au moyen de l'augmentation de la productivité agricole, était de 144 dollars en Afrique, de 180 dollars en Asie mais de 11 400 dollars en Amérique latine.

Encadré 3.7. Productivité agricole et réduction de la pauvreté en Chine

La Chine est l'un des rares pays du monde en développement à avoir considérablement progressé dans la réduction de la pauvreté ces vingt dernières années. De source officielle, celle-ci a commencé à reculer à partir de 1978 – on comptait alors 250 millions de pauvres en milieu rural, soit 33 pour cent de la population rurale. Cette situation a changé radicalement après les réformes rurales qui ont été entamées cette année-là. En 1984, 11 pour cent seulement de cette population vivait au-dessous du seuil de pauvreté – 8 pour cent en 1994 et 3,7 pour cent en 2000, soit 30 millions de personnes. Il ressort de chiffres de la Banque mondiale (en général, dans ces cas, ils sont plus élevés) que ce taux est passé de 31 pour cent en 1990 à 11,5 pour cent en 1998. Il n'y a pas de précédent d'une baisse aussi forte de la pauvreté en aussi peu de temps. Y ont contribué les mesures prises, les réformes institutionnelles, la promotion de l'égalité de l'accès aux services sociaux et aux moyens de production et les investissements publics dans les zones rurales.

En 1978, Deng Xiaoping a introduit des réformes agricoles qui visaient à accroître le niveau de vie et à éliminer la pauvreté avant 2000. Elles ont consisté à démanteler le système des communes populaires, à donner aux exploitants agricoles la capacité de prendre des décisions, à introduire le système de responsabilité de production des ménages et à accroître les prix producteurs. Ces réformes ont débouché sur une économie mixte où la planification centrale coexistait avec les marchés. La mise en place, par exemple, du système de responsabilité de production des ménages a permis aux exploitants agricoles ayant rempli les quotas fixés de conserver pour eux une certaine proportion de la production. La production de céréales s'est spectaculairement accrue, de même que le revenu par habitant – en moyenne de 15 pour cent par an entre 1978 et 1984, mais cette hausse s'est beaucoup ralentie entre 1985 et 1989 (3 pour cent), principalement en raison de la stagnation de la production agricole. Le succès des mesures qui ont permis d'augmenter les revenus agricoles par habitant et de réduire la pauvreté a été attribué en grande partie aux progrès de la productivité. Etant donné que les prix de la production stagnaient, seuls une augmentation de la productivité dans l'agriculture ou un emploi non agricole pouvaient permettre aux travailleurs en milieu rural d'accroître leurs revenus.

La productivité agricole a beaucoup progressé entre 1979 et 1984, c'est-à-dire au début des réformes, puis sa croissance a ralenti, principalement en raison de l'ouverture du secteur industriel en milieu rural et de la forte expansion des entreprises de municipalités et de villages, ce qui a attiré une main-d'œuvre plus qualifiée (plus de 28 pour cent de la population active de certaines zones rurales dans les années 1990), laquelle s'est détournée de l'agriculture traditionnelle. En somme, ont été des facteurs de hausse de la productivité agricole:

- les progrès technologiques (machines et engrais);
- la recherche et le développement;
- l'accroissement de la production (extension);
- de meilleures infrastructures (irrigation, routes, etc.);
- les réformes institutionnelles;
- un niveau d' instruction plus élevé.

Encadré 3.7 (suite et fin)

Parallèlement, d'autres mesures ont été prises pour réduire la pauvreté – salaires agricoles plus élevés, accroissement des possibilités d'emplois non agricoles, réformes rurales, investissements publics, programmes d'investissements axés sur la réduction de la pauvreté. Il convient de mentionner aussi que, d'une manière générale, la pauvreté a reculé pendant les périodes d'accroissement des revenus ruraux. Ces vingt dernières années, la Chine a enregistré un fort taux de croissance économique (en moyenne, plus de 11 pour cent par an pendant les années 1990) qui aurait été impossible sans la croissance de la productivité agricole. De plus, les revenus ruraux ont augmenté grâce à l'amélioration de la productivité agricole et aux réformes du système commercial et des structures de l'emploi, ce qui a incité beaucoup de travailleurs à passer de l'agriculture à l'économie rurale non agricole.

Sources: Fan et coll., 2004; Mead, 2003.

n'étaient pas extrêmes, il est apparu que la productivité totale des facteurs et la productivité du travail se sont complétées pour réduire la pauvreté³⁰.

Les recherches empiriques ont aussi montré les importants effets *indirects* de la productivité agricole (tant la productivité totale des facteurs que la productivité du travail) sur la réduction de la pauvreté. Etant donné que la productivité agricole influe non seulement sur la production vivrière mais aussi sur les prix des produits alimentaires (une productivité plus élevée permet d'accroître la production et de faire baisser les prix), la hausse de la productivité agricole peut avoir aussi un impact indirect sur la pauvreté. L'analyse qui est présentée à l'annexe 3.1 indique le lien étroit qui existe entre la production vivrière par habitant et la pauvreté: lorsque cette production augmente, le taux de pauvreté baisse. Cette analyse met aussi en évidence un lien positif et significatif entre prix des produits alimentaires et pauvreté. Autrement dit, si les économies en développement réussissent à augmenter la quantité d'aliments produits par personne et, ainsi, à faire baisser le coût global de l'alimentation, la pauvreté devrait diminuer. La hausse de la productivité agricole ayant pour effet d'accroître la production alimentaire et de faire diminuer les prix, les effets indirects des gains de productivité sur la réduction de la pauvreté sont manifestes. Ces éléments renforcent l'idée qu'il faut augmenter tant la productivité du travail que la productivité totale des facteurs pour maximaliser l'impact de la croissance agricole sur la réduction de la pauvreté.

Facteurs de productivité dans l'agriculture

Etant donné les liens manifestes entre la croissance de la productivité agricole et la réduction de la pauvreté, trouver les moyens d'augmenter la productivité

³⁰ Précédemment dans ce chapitre, on a vu que l'Amérique latine est la région où, en raison de fortes inégalités, la productivité élevée du travail ne se traduit pas par une réduction de la pauvreté.

totale des facteurs mais aussi la productivité du travail est primordial pour élaborer une stratégie de développement agricole et de lutte contre la pauvreté. L'annexe 3.2 présente les conclusions d'une analyse empirique de ces facteurs. A propos des éléments de la productivité totale des facteurs, plusieurs corrélations importantes apparaissent. Certaines sont positives: les mesures d'ouverture économique – commerce, investissements directs étrangers – sont toujours corrélées avec une plus grande productivité totale des facteurs, de même que le capital humain – plus le niveau d'instruction est élevé, plus elle augmente – et la proportion de terres irriguées. D'autres sont négatives: les inégalités, l'isolement géographique, la mauvaise situation sanitaire, comme le montre la corrélation toujours négative entre le paludisme et la productivité totale des facteurs.

La productivité totale des facteurs a de nombreux éléments. Certains sont relativement fixes: la superficie des terres, le volume de la main-d'œuvre, les conditions géographiques. Il faudra donc agir sur ceux qui peuvent être modifiés plus facilement (qualité de la main-d'œuvre et des terres, coûts des transports, infrastructures) pour parvenir à un développement rural durable. En particulier, les pays en développement peuvent accroître de différentes façons la productivité totale des facteurs dans le secteur rural. Investir dans l'éducation et la santé – c'est-à-dire dans le capital humain – en est une. Améliorer les infrastructures matérielles en est une autre. Manifestement, ces deux possibilités dépendent à l'échelle nationale des contraintes de l'investissement public et de ses priorités sectorielles. Un système commercial plus ouvert semble se traduire par une meilleure productivité agricole mais il est essentiel de déterminer plus précisément les systèmes qui conviennent à l'agriculture d'une économie donnée. La structure de la propriété foncière est un facteur essentiel et une meilleure distribution semble être bénéfique à la productivité totale des facteurs. Si l'amélioration de conditions institutionnelles comme la démocratie, la stabilité politique et la réduction des conflits est en soi un objectif important, les recherches empiriques réalisées aux fins de ce chapitre indiquent que ces conditions ne suffisent pas pour accroître la productivité agricole: d'un point de vue quantitatif, les améliorations «institutionnelles» ne se reflètent pas toujours dans les indicateurs. Contrairement à ce qui est généralement admis, il arrive qu'un cadre plus favorable à la participation agraire ne soit pas corrélé avec un plus grand degré de liberté politique.

Pour la plupart, les facteurs de productivité du travail dans l'agriculture concordent avec beaucoup des éléments de la productivité totale des facteurs. Ainsi, des politiques bien conçues peuvent contribuer en même temps à ces deux types de productivité. Les recherches empiriques montrent que de meilleurs engrais, davantage de tracteurs (ou des tracteurs de meilleure qualité) et une irrigation généralisée sont des exemples d'amélioration des moyens techniques qui influent directement sur la productivité du travail. Il apparaît aussi que l'ouverture économique favorise cette productivité; certains éléments mettent en évidence les avantages que les travailleurs agricoles peuvent tirer des marchés mondiaux. Il n'est pas étonnant de constater, à la lecture de l'encadré 3.8 ci-dessous, que la situation

Encadré 3.8. Impact du VIH/SIDA sur la productivité de l'agriculture

«La famille parle de ses problèmes depuis le coucher du soleil. Les jeunes entrent et sortent de la hutte, anxieux, incapables de rester tranquilles. Le père est couché sur un vieux lit en ficelles, il tousse, n'arrive pas à parler pendant longtemps. Le fils aîné est parti vivre en ville et renvoyait de l'argent, mais les paiements se sont arrêtés il y a quelques semaines. Ils s'inquiètent à son sujet, et sur la façon dont ils vont se débrouiller. John dit qu'ils doivent cesser de cultiver les champs lointains: cela prend trop de temps. Le jeune Thomas propose d'y emmener paître les chèvres, mais Rose crie: « Comment peux-tu faire ça, enlever les mauvaises herbes du maïs et aller à l'école en même temps? Si tu arrêtes l'école, comment pourras-tu progresser lorsque tu seras adulte? » Puis, plus calmement, « de toute façon, je pense que nous devons vendre les chèvres. Nous n'avons pas l'argent de Peter et les médicaments sont si chers. » Mary suggère ensuite: « Si nous prenons avec nous l'un des enfants de ton frère, il peut aider à travailler dans les champs, et grand-mère aura une bouche de moins à nourrir. » « Mais nous en aurons une de plus! Je ne sais pas. Nous avons besoin d'aide pour prendre soin du père et pour la ferme maïs, si nous prenons l'un de tes cousins, nous pourrions ne pas avoir assez de nourriture. Quoi qu'il arrive, Marie, toi et moi devons continuer à entretenir les légumes et à bien nous occuper des poulets. Sans eux, nous ne mangerons que du pauvre gruau et ce n'est pas bon, surtout pour les plus jeunes. » Rose craignait que même ça ne soit plus possible pendant longtemps: elle commençait à se sentir malade et faible elle-même. Elle ne le leur dirait pas avant d'y être contrainte, mais elle savait que bientôt ce serait au tour de Mary de s'occuper d'eux tous. » (Cas cité dans Leather, 2003)

Cette histoire pénible est celle du VIH/SIDA. Elle montre aussi que l'épidémie a également des conséquences pour l'ensemble de l'économie. Elle touche principalement les personnes âgées de 15 à 45 ans, soit la main-d'œuvre la plus productive, le soutien des familles et des communautés. Plus l'activité économique est à forte intensité de main-d'œuvre, plus elle se trouve donc menacée en cas de taux élevé de prévalence. Et plus l'activité dépend du travail des femmes, plus elle est menacée: plus de la moitié des nouveaux cas d'infection du VIH touchent les femmes. En Afrique, 60 pour cent des personnes infectées sont des femmes.

Le SIDA a longtemps été considéré comme un phénomène essentiellement urbain. Cette conception n'a jamais été réaliste si l'on considère la complexité de la dépendance entre zones rurales et urbaines, la pauvreté rurale (y compris le manque d'accès à l'information et aux soins de santé) et le poids plus important de la tradition et du droit coutumier. Aujourd'hui, les chiffres confirment la fausseté de cette conception puisque les régions rurales de beaucoup de pays voient une hausse plus rapide du nombre de nouveaux cas.

Les familles pauvres qui en sont victimes n'ont guère le choix. Consacrer moins de temps aux tâches agricoles ou se tourner vers des cultures moins difficiles, probablement moins productives ou moins rentables. Les tâches plus lucratives à long terme sont remplacées par des activités qui le sont moins mais qui rapportent un bénéfice plus immédiat. Autre point qui aura des répercussions sur les générations futures: des enfants sont retirés de l'école soit pour travailler, soit parce que l'école est trop coûteuse. Il arrive aussi qu'ils quittent l'école à la suite du décès de leurs parents. Peter Piot, le directeur d'ONUSIDA décrit ce qui se passe alors: « Des gens en sont réduits à des situations qui mettent leur vie en péril. Certains émigrent et s'installent souvent dans des bidonvilles dépourvus d'infrastructures sanitaires et d'éducation; des femmes et des enfants sont parfois forcés de se prostituer pour manger ou pour subvenir à d'autres besoins essentiels... » Le VIH/SIDA nuit donc à la productivité, présente mais aussi future, et ne permet pas d'utiliser le potentiel de l'agriculture pour le développement général d'une économie.

Source: Leather, 2003; Dromeel, 2003.

sanitaire est primordiale pour la productivité du travail. Il faut des personnes en bonne santé pour que la production s'accroisse durablement. Les recherches montrent aussi que les inégalités de revenus nuisent à la productivité du travail dans l'agriculture. Par conséquent, améliorer la distribution de la propriété foncière dans les pays qui n'ont pas mené une réforme agraire appropriée est une mesure essentielle qu'il convient d'envisager, tant pour réduire la pauvreté que pour parvenir à l'équité.

Productivité, prix des produits alimentaires et réduction de la pauvreté

La section 3.4 du chapitre a montré que les prix des produits alimentaires sont un des éléments importants du lien entre croissance et réduction de la pauvreté. Il ressort d'un examen plus attentif que, fréquemment, c'est l'évolution de la productivité qui agit sur les prix. La demande de la plupart des produits agricoles, en particulier des aliments de base, est très inélastique (autrement dit, les consommateurs ne sont pas très sensibles aux fluctuations de prix). Sur le court terme, l'offre de produits agricoles est aussi très inélastique (en cas de fluctuations de prix, les producteurs ne modifient pas immédiatement (ils ne le peuvent d'ailleurs pas) le volume des produits agricoles qu'ils offrent). Par conséquent, lorsque des améliorations technologiques permettent d'accroître la productivité agricole et que l'offre augmente (c'est-à-dire que la même production peut être obtenue avec moins de moyens), le plus souvent les prix des produits chutent. Dans le monde développé, où il y a relativement moins de producteurs agricoles et où, d'une manière générale, aucune denrée alimentaire ne représente plus de 5 à 10 pour cent du budget alimentaire des consommateurs, une forte variabilité des prix agricoles ne compromet pas gravement le niveau de vie. Ce n'est pas le cas dans les pays en développement, où les revenus d'importants segments de la population dépendent de la production agricole et où la part dans le budget des denrées alimentaires de base est très élevée (Gabre-Madhin et coll., 2003).

L'impact des progrès de la productivité agricole sur la pauvreté peut varier considérablement. Il est fonction de la structure du marché d'un produit donné mais aussi de l'utilisation de la production (c'est-à-dire de la mesure dans laquelle les producteurs consomment leur production). On trouvera ci-après différents exemples de la façon dont l'accroissement de la productivité peut avoir une incidence sur les prix et la pauvreté:

1. Dans une économie fermée, lorsque la demande d'un produit agricole ne subit que très peu les variations de prix et que les producteurs ne consomment qu'une petite partie de leurs produits, la hausse de la productivité fera baisser les prix et bénéficiera aux consommateurs. L'idée essentielle est que les producteurs qui auront adopté très tôt une nouvelle technologie agricole tireront parti de l'accroissement des revenus qu'entraîne la hausse de leur production. A mesure qu'augmente le nombre de producteurs qui ont adopté des technologies axées sur la production, la production totale augmente et les prix baissent, au bénéfice des consommateurs mais au détriment des producteurs. Etant donné que les producteurs les plus pauvres

sont aussi les moins en mesure d'appliquer de nouvelles technologies, leur production n'augmentera pas et ils subiront davantage la baisse des prix, d'où une détérioration de leur niveau de vie.

2. Dans la même situation, la seule différence étant que les producteurs consomment une grande partie de leur production, l'amélioration de la productivité bénéficiera tant aux producteurs qu'aux consommateurs. Plus la consommation propre est importante, plus les producteurs, en tant qu'auto-consommateurs, profitent de la rente du consommateur. C'est davantage le cas dans l'économie fermée d'un pays en développement.
3. Dans une petite économie ouverte, en ce qui concerne les cultures pour l'exportation, l'amélioration de la productivité bénéficie principalement aux producteurs. L'hypothèse ici est que les prix ne baisseront pas à la suite d'une hausse de la production puisque la demande d'exportations s'accroîtra aussi. Ainsi, les producteurs bénéficieront beaucoup d'une hausse de leur production. Il en va de même lorsque les producteurs consomment une partie de leur production.

Etant donné que, d'une manière générale, l'amélioration de la productivité agricole contribue au niveau de vie (et favorise donc les consommateurs), et que certains mécanismes des prix nuisent au niveau de vie des producteurs agricoles, les décideurs soucieux de réduire la pauvreté devraient s'intéresser de près aux politiques des prix agricoles. Il n'y a pas une solution unique pour que les pouvoirs publics puissent répondre aux nombreux besoins des personnes démunies. Mais, très souvent, les pays ayant une forte proportion de main-d'œuvre agricole qui ont réussi à promouvoir une croissance soutenue et à réduire la pauvreté sont ceux qui ont pris des mesures de soutien des prix en faveur des producteurs (quelques exemples sont donnés à l'encadré 3.12).

Salaires et emploi dans l'agriculture et réduction de la pauvreté

Comme on l'a vu plus haut et dans d'autres chapitres du Rapport, la croissance est un élément non seulement de la productivité mais aussi de l'emploi. C'est vrai pour tous les secteurs: en général, lorsque plus de gens travaillent, la production augmente. En même temps, plus leurs revenus (du travail) sont élevés, plus ils peuvent épargner ou consommer – l'épargne a un effet indirect sur la croissance, par le biais des taux d'intérêt et des investissements, et la consommation un effet direct. Alors que cela serait simple, beaucoup d'initiatives de développement ne sont pas axées sur l'emploi, ce qui amenuise la possibilité que ces initiatives aient un effet durable sur la réduction de la pauvreté.

Souvent, la seule richesse des pauvres est leur capacité de travail. Le lien entre emploi et réduction de la pauvreté est encore plus manifeste que celui entre croissance, ou productivité, et réduction de la pauvreté. Avoir un emploi source de revenus, c'est pouvoir s'affranchir de la pauvreté. Se pose alors la question de savoir si ce revenu suffira pour qu'eux et leurs familles puissent vivre au-dessus du seuil de pauvreté. La question est valable pour tous les secteurs de

l'économie mais, étant donné que les pauvres vivent principalement dans des zones rurales et agricoles, elle se pose particulièrement dans ce chapitre. Autre question: comment les travailleurs agricoles pauvres peuvent-ils gagner suffisamment pour échapper à la pauvreté? C'est ici que la productivité entre en jeu. Même si, dans certains cas, la hausse de la productivité ne se traduit ni automatiquement ni immédiatement par une augmentation des revenus, ces deux variables vont de pair sur le long terme. C'est vrai pour l'ensemble de l'économie, mais aussi pour chaque secteur. Par conséquent, les politiques d'accroissement de la productivité agricole présentées dans la section précédente devraient aussi favoriser les salaires et donc la réduction de la pauvreté.

L'augmentation de la productivité comporte aussi un aspect humain très important. La création d'emplois décents – c'est-à-dire pas n'importe quels emplois, même bien rémunérés – fera que la productivité augmentera à long terme. Une femme en bonne santé et ayant un emploi qui lui permet de travailler dans la liberté et la dignité, d'exprimer son point de vue et de bénéficier d'un certain degré de protection en cas de maladie ou de chômage, peut davantage, elle et sa famille, échapper à la pauvreté. Elle pourra aussi envoyer ses enfants à l'école pour qu'ils aient plus tard les mêmes chances qu'elle, prendre soin d'eux et mieux répondre à leurs autres besoins. Par conséquent, développer l'emploi décent et productif crée les conditions nécessaires à la réduction de la pauvreté et à la croissance future de l'ensemble de l'économie. L'encadré 3.9 ci-dessous présente un exemple intéressant de création d'emplois et l'encadré 3.10 porte sur le manque d'emplois décents dans l'agriculture. Certains estiment que créer des emplois décents fait que moins de gens pourront trouver un emploi. Cela est très improbable. Les personnes qui se seront affranchies de la pauvreté consommeront plus de biens et de services, d'où plus de croissance et de possibilités d'emplois. Ce n'est pas le cas des personnes au chômage ou mal rémunérées. La pauvreté freine l'expansion de l'emploi. Ne pas promouvoir la croissance de l'emploi décent, c'est négliger un facteur important de croissance en général et de réduction de la pauvreté.

Sans doute, certains facteurs d'augmentation de la productivité du travail, en particulier des équipements à forte intensité de capital comme les tracteurs, risquent de nuire à l'emploi – surtout à court ou à moyen terme. Mais, sans évolution technologique, il est très improbable que la croissance de la production soit durable. La productivité du travail dans l'agriculture risque de ne pas être assez forte, voire de stagner, et il y aura moins de chances que l'emploi contribue sensiblement à diminuer la pauvreté. Aussi, la baisse de l'emploi dans l'agriculture peut avoir à court terme de graves conséquences pour la pauvreté. Afin d'atténuer ces effets, sauf si d'autres secteurs peuvent absorber les excédents de main-d'œuvre, il faudra mettre en place des filets de protection sociale.

Il ressort de données empiriques que l'expansion de l'emploi et la croissance de la productivité agricole vont de pair. Les figures 3.16 et 3.17 montrent que tant la productivité du travail que l'emploi dans l'agriculture se sont accrus dans beaucoup d'économies pendant les périodes 1980-2001 et 1990-2001 (la

Encadré 3.9. Femmes et agriculture: la production de fleurs fraîches en Colombie et en Equateur

Le marché mondial des fleurs fraîches (il représenterait 30 milliards de dollars) est rapidement devenu une considérable source de revenus pour plusieurs économies en développement, lesquelles fournissent plus de 30 pour cent du marché mondial. Les conditions climatiques favorables de pays de l'hémisphère sud, la main-d'œuvre meilleur marché et les coûts relativement faibles du transport des fleurs accroissent les avantages concurrentiels de production qu'ont certaines économies en développement. En Colombie, les recettes de ce secteur sont passées de seulement 20 000 dollars dans les années 1970 à 580 millions en 2000 – plus de 3 pour cent des recettes totales d'exportation. Aujourd'hui, la Colombie est le deuxième exportateur mondial de fleurs après les Pays-Bas. En Equateur, ce secteur est actuellement au quatrième rang des exportations. Les recettes annuelles d'exportation de ces deux pays s'élèvent conjointement à 775 millions de dollars. Cette nouvelle source de revenus peut constituer pour les pays en développement un moyen de plus en plus important pour compenser les revenus, souvent en déclin, qui sont tirés de produits traditionnels.

La grande majorité des fleurs fraîches sont vendues aux pays industrialisés – plus de 16 milliards de dollars chaque année aux Etats-Unis. Le plus souvent, dans les pays en développement, elles sont produites en milieu rural. Ainsi, ce marché crée un lien direct et important entre les pauvres vivant dans les zones rurales et les marchés mondiaux. C'est particulièrement le cas pour les femmes. En Colombie, de 60 à 80 pour cent des 70 à 75 000 personnes qui travaillent dans ce secteur sont des femmes, et 50 000 personnes par ailleurs sont occupées dans des secteurs connexes. En Equateur, de 50 à 60 pour cent des quelque 50 000 travailleurs du secteur sont des femmes. Le nombre élevé et croissant d'emplois qu'il représente dans les zones rurales de pays en développement permet d'espérer qu'il contribuera de plus en plus à la réduction de la pauvreté, en particulier chez les femmes, lesquelles en supportent le fardeau plus que les hommes.

Caractéristiques des femmes occupées dans ce secteur

Le plus souvent, elles sont jeunes. Il ressort d'une étude qu'en Equateur 86 pour cent des femmes qui s'occupent de l'emballage des fleurs fraîches ont entre 15 et 29 ans. Beaucoup sont célibataires. Souvent, elles ont des enfants. En Colombie, environ 80 pour cent des familles qui dépendent du secteur ont une femme à leur tête. Les femmes qui travaillent dans ce secteur sont généralement peu instruites. Elles ont peu de biens matériels et n'ont guère d'autres débouchés que les travaux domestiques ou textiles, tâches souvent peu rémunérées. Ces femmes sont donc pauvres et vulnérables. Sans autres possibilités d'emploi, sans accès suffisant à l'éducation, elles doivent lutter pour survivre.

Même si le secteur en question améliore la situation de ces femmes en leur offrant des emplois souvent plus rentables, beaucoup reste à faire pour concrétiser son potentiel de réduction de la pauvreté. Situation manifeste: les fortes inégalités entre hommes et femmes dans les différentes catégories d'emploi. En Colombie, dans le secteur, il y a seulement 5 pour cent de femmes aux postes de direction et 9 pour cent à ceux de cadres supérieurs. Plus on descend dans la hiérarchie, plus la proportion de femmes est élevée – 10 pour cent des cadres moyens et 48 pour cent des

(suite au verso)

Encadré 3.9 (suite et fin)

chefs d'équipe. De plus, la plupart des postes occupés par des femmes ne donnent pas droit, par exemple, à une assurance santé ou à une pension. Le recours très répandu à l'emploi précaire (travail temporaire, saisonnier, etc.) nuit aussi à la réduction de la pauvreté et donc à la situation des femmes.

Pour que la production de fleurs fraîches contribue durablement à réduire la pauvreté dans le monde en développement, il faut améliorer la situation de la main-d'œuvre, en particulier celle des femmes. Des programmes efficaces de formation pourraient améliorer la productivité des travailleurs et la sécurité de l'emploi. Les entreprises devraient aussi aller dans le sens de la parité hommes-femmes aux postes de direction dans tout le secteur. Enfin, il faut appliquer les instruments et les codes de conduite nationaux et internationaux en vigueur pour garantir le respect des normes du travail les plus élémentaires et essentielles.

Sources: Dolan et Sorby, 2003; Banque mondiale, 2003b.

Chine en fait partie). Ces figures montrent aussi que de nombreuses économies ont enregistré à la fois une baisse de l'emploi et une hausse de la productivité. Cela semble indiquer à première vue que l'accroissement de la productivité se traduit par des pertes d'emplois. Mais un examen plus attentif montre que, dans la plupart des cas, ces économies ont atteint une phase de développement au

Encadré 3.10. Déficit de travail décent dans l'agriculture

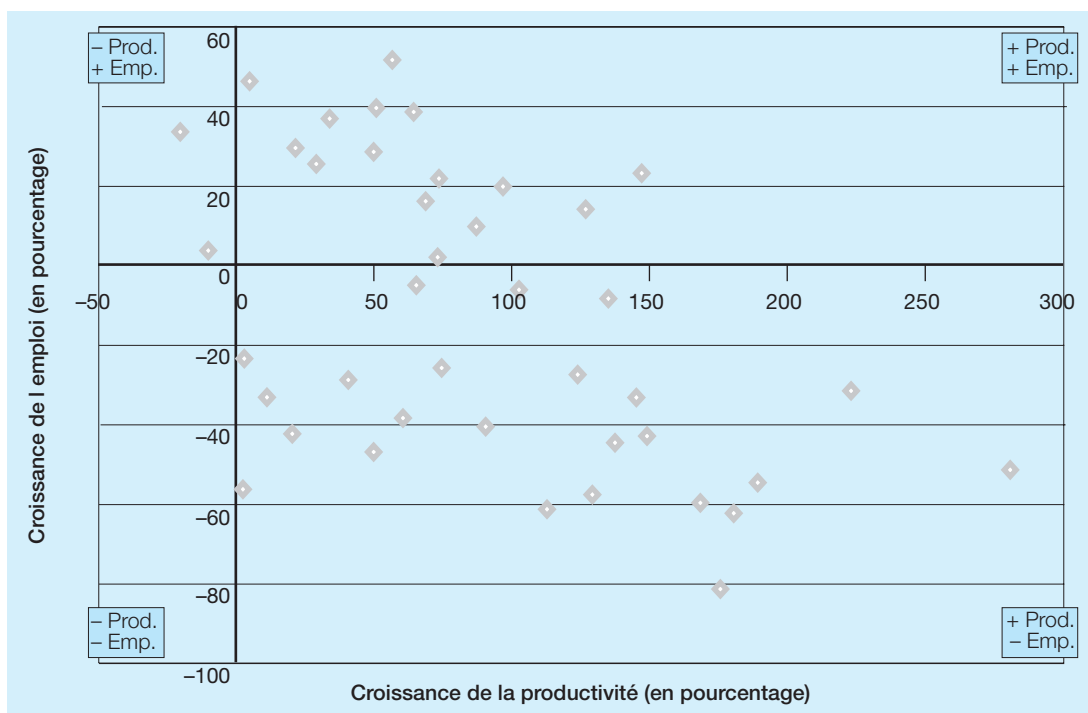
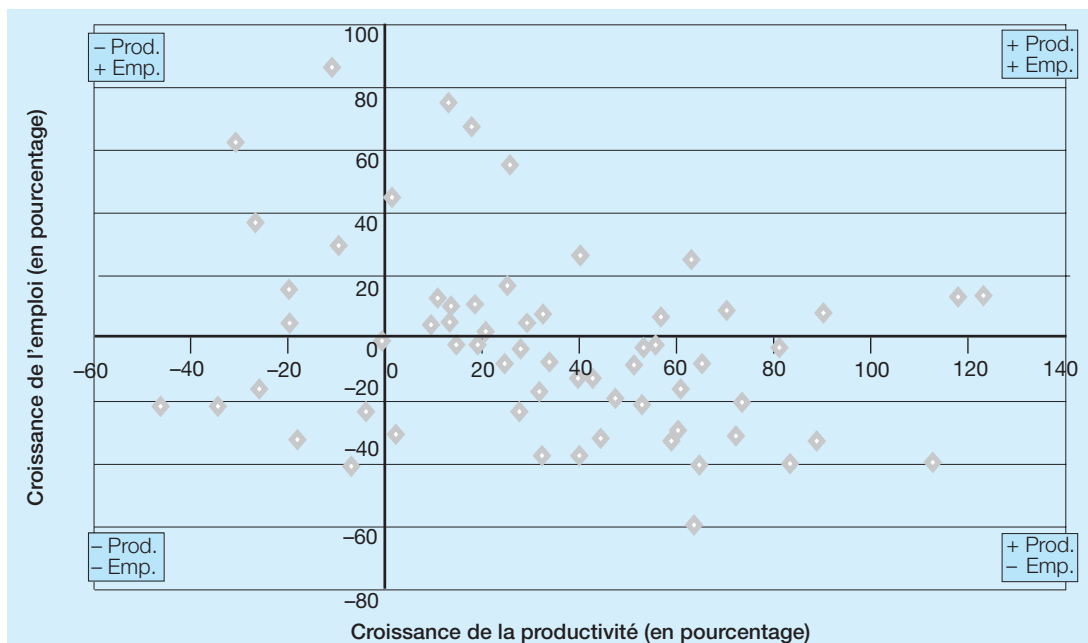
Le travail décent pour tous est l'un des principaux objectifs de l'OIT. Il reflète la volonté de chaque homme et de chaque femme, partout, d'accéder à un travail décent et productif dans des conditions de liberté, d'équité, de sécurité et de dignité. Il inclut le respect des droits fondamentaux, l'accès à l'emploi, la sécurité et la santé au travail, et la sécurité sociale. Le travail décent découle du dialogue social.

On ne peut que déplorer le déficit très répandu de travail décent dans l'agriculture. Il se traduit par un profond déni des droits au travail, une mauvaise qualité de l'emploi et des taux de chômage élevés, des conditions de travail dangereuses, l'absence de sécurité des revenus et, enfin, une représentation insuffisante des travailleurs agricoles dans le dialogue social, représentation qui pourrait améliorer leur vie professionnelle.

La communauté internationale s'est fixé dix objectifs ambitieux, à savoir les Objectifs de développement pour le Millénaire, qui visent à réduire la pauvreté et la faim, à accroître l'accès à l'eau potable et aux soins de santé et à l'éducation, et à mettre en œuvre des stratégies nationales en faveur du développement durable. Tous ces objectifs intéressent directement les personnes qui vivent et travaillent en zone rurale. En effet, garantir aux travailleurs ruraux l'accès à un emploi sûr et à des conditions de travail et de vie décentes constitue une étape décisive dans la réduction de la pauvreté et l'accès à un revenu suffisant et durable.

Garantir un emploi décent aux travailleurs de l'agriculture, ce n'est pas leur faire «une faveur». C'est la seule façon de garantir un développement durable et de permettre à ces personnes de s'affranchir durablement de la pauvreté par le travail.

Source: <http://www.ilo.org/public/french/dialogue/sector/sectors/agri.htm>.

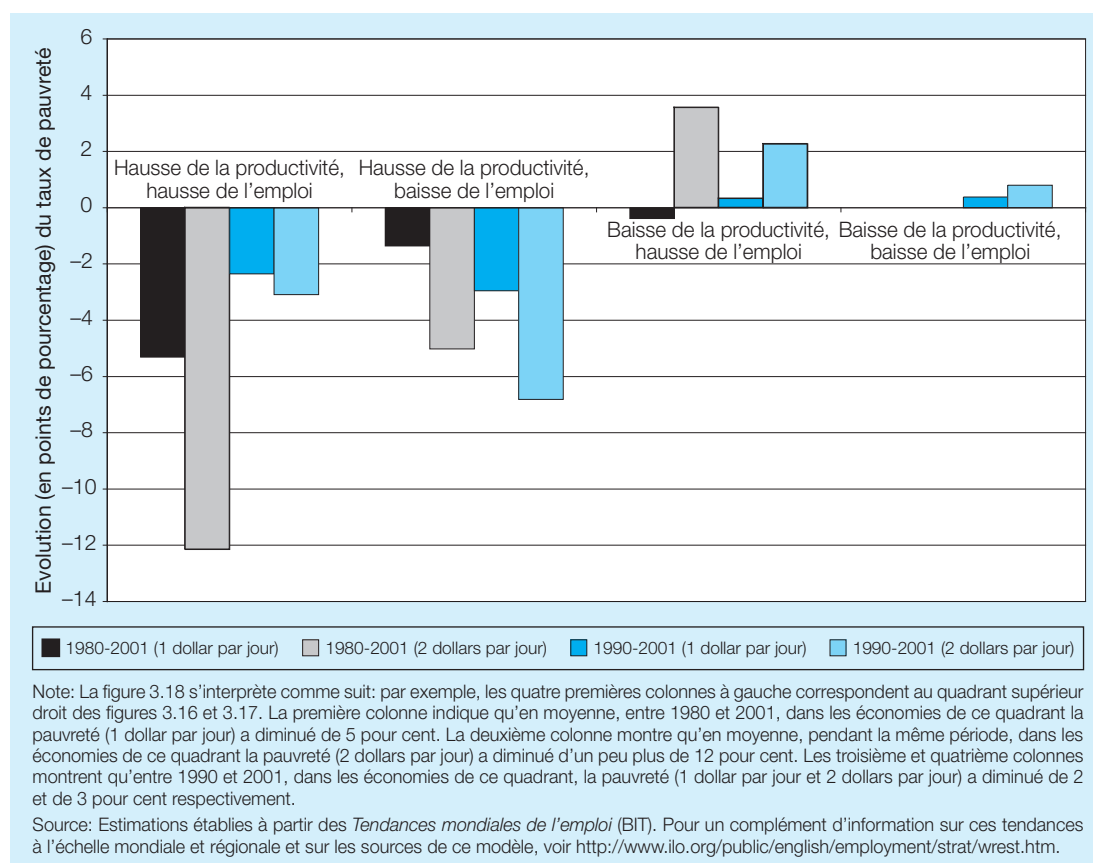
Figure 3.16. Productivité et évolution de l'emploi dans l'agriculture, 1980-2001**Figure 3.17. Productivité et évolution de l'emploi dans l'agriculture, 1990-2001**

Source: Calcul établi à partir de données du BIT, 2003, série 4a: emploi par secteur (en pourcentage); série 18e: productivité du travail, agriculture. Les figures 3.16 et 3.17 s'interprètent comme suit: pendant la période à l'examen, les économies dans le quadrant supérieur gauche ont enregistré une baisse de la productivité agricole et une hausse de l'emploi agricole, et les économies dans le quadrant supérieur droit une hausse de la productivité et de l'emploi. Celles dans le quadrant inférieur droit ont enregistré une hausse de la productivité et une baisse de l'emploi, et celles dans le quadrant inférieur gauche une baisse de la productivité et de l'emploi.

cours de laquelle les réformes structurelles ont pour effet de commencer à détourner la main-d'œuvre de l'agriculture. Cela renforce une thèse précédemment avancée dans ce chapitre: dans beaucoup d'économies, l'augmentation de la production agricole par personne a été accompagnée de réformes structurelles, ce qui confirme que le processus de développement doit être étayé par un secteur agricole performant.

La figure 3.18 le confirme. Elle montre l'évolution moyenne de la pauvreté dans les pays qui se trouvent dans chacun des quadrants des figures 3.16 et 3.17. Quelles que soient les références utilisées (1 ou 2 dollars par jour, périodes 1980-2001 ou 1990-2001), les économies où la productivité *et* l'emploi dans l'agriculture se sont accrus ont enregistré les plus fortes baisses de la pauvreté. Les économies où la productivité s'est accrue mais où l'emploi a diminué ont aussi connu ces vingt dernières années, mais dans une moindre mesure, une réduction de la pauvreté. Ces dix dernières années, la réduction de la pauvreté a été en moyenne plus forte dans les économies où la productivité s'est accrue et où l'emploi a diminué, en raison encore de changements structurels.

Figure 3.18. Evolution moyenne, en points de pourcentage, des taux de pauvreté, lorsque la productivité et l'emploi augmentent ou diminuent, 1980-2001 et 1990-2001



3.6. Recommandations d'action

La pauvreté a reculé dans le monde mais plus faiblement dans les années 1990 – tendance qui correspond au moindre intérêt à cette époque des décideurs pour le secteur agricole. Les taux de pauvreté ont aussi été très différents. S'ils ont baissé dans de nombreuses régions, ils ont augmenté dans l'Afrique subsaharienne, ce qui risque de compromettre gravement les Objectifs de développement pour le Millénaire. On a démontré dans ce chapitre que la croissance agricole est essentielle pour réduire la pauvreté, principalement parce que la pauvreté, dans une grande mesure, sévit dans les zones rurales et souvent dans l'agriculture. Pour lutter efficacement contre la pauvreté dans les pays dont la population pauvre dépend beaucoup de l'agriculture, il faut une stratégie expressément axée sur la croissance agricole. Pour que cette croissance contribue le plus possible à réduire la pauvreté, il faut privilégier les points suivants dans les stratégies de développement.

Axer les mesures sur la productivité du travail et la création d'emplois décents

- La croissance agricole induite par l'augmentation de la productivité du travail semble être la plus efficace pour réduire la pauvreté. En particulier dans les pays où d'importants segments de la population travaillent dans l'agriculture, les décideurs devraient éviter de trop mettre l'accent sur la mécanisation de l'agriculture. Ils devraient aussi être prudents en matière de subventions, certaines pouvant se traduire par des politiques de crédit trop généreuses et des taux de change surévalués qui risquent d'encourager une utilisation sous-optimale des technologies de substitution de la main-d'œuvre³¹.
- C'est la création d'emplois qui contribue le plus probablement à réduire la pauvreté. C'est du moins le cas pendant la phase de développement au cours de laquelle d'autres secteurs ne peuvent pas encore absorber l'excédent de main-d'œuvre des régions rurales. A cette fin, les politiques agricoles devraient être orientées autant que possible vers l'emploi, en particulier dans les pays où la main-d'œuvre est excédentaire en milieu rural. Pour que le développement agricole soit globalement et durablement bénéfique, il faut mettre l'accent sur la création d'emplois *décents*.

Mettre l'accent sur les institutions et les infrastructures pour réduire la pauvreté

- A l'échelle tant nationale qu'internationale, il faut mettre en œuvre une politique des prix des produits alimentaires. Il est important que dans les régions les plus pauvres ces prix n'atteignent pas des niveaux susceptibles de nuire aux personnes démunies et donc à la réduction de la pauvreté. Mais ils doivent être assez élevés pour que les économies qui exportent ces produits

³¹ BIT, 2002; Khan et Lee, 1995.

- soient suffisamment rentables et attirent les investissements et les devises nécessaires à la réalisation de leurs objectifs de développement.
- D'une manière générale, une distribution plus équitable des revenus contribue à la réduction de la pauvreté et, en particulier, une meilleure répartition de la propriété foncière agricole favorisera tant la croissance de la production que la réduction de la pauvreté.
 - Les investissements dans l'approvisionnement en eau (voir l'encadré 3.11), les infrastructures et la santé favorisent non seulement la productivité mais aussi la création d'emplois et la réduction de la pauvreté.
 - C'est aussi le cas des investissements dans l'éducation, la recherche et le développement agricoles et les réformes institutionnelles, même s'il se peut que ce type d'investissements ne produise pas immédiatement des bénéfices.
 - Il faudrait promouvoir les activités non agricoles car elles sont un facteur supplémentaire de création d'emplois et renforcent le potentiel qu'a l'agriculture pour réduire la pauvreté.

Comme c'est le cas pour les autres recommandations d'action, il n'y a pas de solution unique en matière de politique agricole: recommander aux pays en développement de se focaliser sur le développement agricole pourrait conduire à l'adoption de mesures insuffisantes et inappropriées. L'utilité de privilégier la productivité, l'emploi et la croissance agricoles dépend du degré de développement du pays et du potentiel de l'agriculture en ressources naturelles et humaines. Cela dépend aussi des cours internationaux des produits de base et de la situation du marché de certaines marchandises. Les économies doivent trouver les créneaux où elles pourront concurrencer d'autres économies, dans le monde en développement ou non. Elles doivent aussi s'assurer que la voie qu'elles choisissent est écologiquement durable.

Mais le succès d'un pays ne dépend pas seulement de lui (cela étant, l'encadré 3.12 donne des exemples de politiques agricoles nationales fructueuses). Il est aussi tributaire de l'action de la communauté internationale. Sans efforts collectifs en vue d'une mondialisation juste, les activités agricoles nationales sont vouées à l'échec. Les réglementations et politiques commerciales et financières à l'échelle internationale doivent laisser plus d'autonomie aux pays en développement. C'est essentiel pour élaborer des politiques et des mécanismes institutionnels mieux adaptés au niveau de développement et à la situation de chaque pays. Les organisations internationales et les pays donateurs doivent aussi passer plus décisivement de l'imposition de conditions à des politiques auxquelles les pays seront partie prenante³².

Il faut tenir compte des caractéristiques des régions au moment d'élaborer des stratégies axées sur le développement du secteur agricole. A titre d'exemple, dans l'Afrique subsaharienne, l'essentiel de la production agricole provient de

³² Commission mondiale sur la dimension sociale de la mondialisation, 2004. Le développement de l'agriculture, compte étant tenu des entraves qui pèsent sur le commerce de nombreuses marchandises, est l'un des principaux points du rapport de la commission.

Encadré 3.11. Comment un approvisionnement en eau suffisant peut contribuer à la croissance, à la création d'emplois et à la réduction de la pauvreté

Dans bien des cas, en milieu rural, mettre en place des systèmes appropriés d'adduction d'eau et d'irrigation est le premier pas pour accroître la productivité, la production et l'emploi et, par conséquent, pour réduire la pauvreté:

- Dans les régions sèches, l'approvisionnement en eau permet d'accroître la production par hectare et la superficie de terres fertiles.
- Souvent, les engrais ne sont utiles que s'il y a assez d'eau pour accroître la production par hectare.
- Pour être en bonne santé et produire davantage, les travailleurs ont besoin d'eau potable. Par exemple, pouvoir se laver les mains avec du savon et de l'eau réduit de 35 pour cent les cas de diarrhée (chaque année, 2,2 millions de personnes en meurent).
- La mise en œuvre et la réalisation de programmes de systèmes d'adduction d'eau et de gestion de l'eau peut contribuer à la création d'emplois.
- Dans beaucoup de pays en développement qui manquent d'eau, c'est souvent les femmes qui doivent aller en chercher, parfois à des heures de marche. Leurs capacités pourraient être mieux utilisées.

Approvisionner des régions en eau peut être facile et efficace, comme le montre un projet de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Au début des années 1980, des milliers d'exploitants agricoles du Bangladesh avaient commencé à utiliser un nouvel outil pour irriguer leurs cultures. Simple, bon marché, cette pompe à eau manuelle a pourtant été révolutionnaire. La FAO a imaginé que, si cet outil pouvait être adapté aux conditions locales et fabriqué sur place, il serait utile aux agriculteurs africains. En Zambie, un récent projet conjoint du Programme spécial de la FAO pour la sécurité alimentaire et du Fonds international de développement agricole (FIDA) en a démontré l'utilité. Avec l'aide de l'organisation non gouvernementale International Development Enterprises, des fabricants locaux ont été formés pour produire et vendre ces pompes. Un réseau de distributeurs s'est vite étendu dans le pays et plus de 1 000 pompes ont été vendues à des prix allant de 75 à 125 dollars. Les agriculteurs n'ont plus à transporter des seaux d'eau jusqu'à leurs cultures de haricots, de patates douces ou de manioc. Désormais, ils tirent plus d'eau qu'avec une pompe classique. Ils ont doublé la superficie de leurs cultures et en ont introduit de nouvelles – tomates, choux, colza, oignons. Les femmes en particulier ont profité de cette innovation. Maintenant, elles peuvent mieux alimenter leurs familles et avoir un revenu complémentaire. Des initiatives analogues avec des fabricants locaux ont commencé dans plusieurs pays – Burkina Faso, Malawi, Mali, Sénégal, République-Unie de Tanzanie.

Aujourd'hui dans le monde, 70 pour cent de l'eau est utilisée dans l'agriculture (22 pour cent dans l'industrie et 8 pour cent à des fins domestiques). Il est important de ne pas gaspiller ces ressources rares. Pour que la gestion de l'eau soit durable, la participation de la population locale est nécessaire. Pour qu'elle en fasse le meilleur usage, il faut la sensibiliser, la former et prendre en compte son savoir-faire.

Etant donné l'importance de l'eau, investir dans ce domaine est l'un des moyens les plus efficaces de favoriser en même temps la productivité et l'emploi.

Encadré 3.12. Politiques agricoles fructueuses

Voici quelques exemples de politiques appliquées dans certaines économies pour promouvoir l'agriculture:

1) Prix stables et rémunérateurs en faveur des producteurs

- L'Inde a garanti des prix agricoles minimaux.
- La République de Corée a établi un fonds de stabilisation des prix pour les cultures commerciales.
- A Taïwan, Chine, les autorités ont stabilisé les prix du riz en intervenant sur le marché intérieur.

2) Fourniture à des exploitants agricoles pauvres de moyens de production modernes et plus productifs

- En Inde, le gouvernement a mis à leur disposition des technologies modernes et offert des prix rémunérateurs pour les cultures qui en bénéficieraient. Afin d'encourager ces cultures, il a annoncé ces mesures avant l'époque des semailles.
- La République de Corée a accordé d'importantes subventions aux producteurs et lancé une campagne nationale de distribution de variétés de riz à rendement élevé.

3) Renforcement et expansion des institutions de crédit rural

- Taïwan, Chine, a versé une rente en nature aux personnes qui exploitent des terres publiques à des fins de production.

petits exploitants pauvres qui en consomment une grande partie. Dans ce cas, les effets directs de l'amélioration de la productivité – accroissement de la production et des revenus, de la consommation propre et de la valeur nutritionnelle des aliments – sont très importants pour réduire la pauvreté. Encourager les innovations techniques contribue directement à améliorer la situation des gens démunis. Autre exemple: dans une grande partie de l'Asie, la plupart vivent en zone rurale mais n'ont pas de terres. Là, les effets indirects de la croissance agricole – baisse des prix des produits alimentaires, hausse de l'emploi et des salaires – sont essentiels. Dans ce cas, le mieux est d'axer les améliorations technologiques sur la création d'emplois³³. Troisième exemple: l'Amérique latine, où la pauvreté est principalement urbaine et où les grands exploitants agricoles possèdent la majorité des terres. Dans cette région, le meilleur moyen de réduire la pauvreté, outre l'amélioration de la productivité, c'est de baisser les prix des aliments que les pauvres consomment le plus. Dans tous les cas, il est important de veiller particulièrement à la stabilité des prix des marchandises d'exportation.

³³ Pour une analyse détaillée du secteur agricole en Asie et de son potentiel en matière d'emplois productifs, voir Khan et Lee, 1995; Ishikawa, 1978.

3.7. Conclusions

Pendant trop longtemps, les décideurs ont négligé le potentiel qu'a l'agriculture pour réduire la pauvreté et favoriser le développement économique. Les raisons en sont nombreuses. Elles devraient être examinées afin que l'agriculture puisse jouer de nouveau ce rôle important. Les préoccupations et craintes des décideurs sont entre autres les suivantes:

- 1) Beaucoup des effets de la productivité et de l'emploi sont plus probants dans un secteur agricole composé essentiellement de petites exploitations. En revanche, le développement moderne (intensification des migrations vers les villes, expansion de la mondialisation) semble nécessiter plutôt de grandes exploitations. C'est vrai sur le long terme mais dans beaucoup d'économies les petites exploitations agricoles dominent, en particulier en Asie et dans l'Afrique subsaharienne. Ces économies gagneront encore aujourd'hui à mettre l'accent sur l'agriculture. De plus, les petites exploitations ne sont pas toujours en mesure de concurrencer les grandes. Souvent, la collaboration entre petites exploitations, et des investissements accrus en capital humain et social, pourraient compenser ce manque de compétitivité.
- 2) La baisse amorcée depuis longtemps des prix des matières premières agricoles à l'échelle mondiale et la détérioration des termes de l'échange, au détriment des économies où la part de l'agriculture dans la production totale est importante, a nui à la rentabilité de l'agriculture. Mais cette situation peut être améliorée. En diminuant les subventions agricoles dans les pays développés et en favorisant l'accès des économies en développement aux marchés du monde développé, l'agriculture peut être rentable. En outre, les investissements publics dans les zones rurales peuvent faire baisser les coûts de la production agricole et rendre l'agriculture plus compétitive (voir l'encadré 3.13 ci-dessous).
- 3) Cela étant, privilégier l'agriculture, c'est risquer d'exacerber les problèmes liés aux limites des ressources naturelles, en particulier les sols et l'eau. Au reste, ces limites ne touchent pas que l'agriculture et le développement agricole durable. Il faut investir dans des technologies respectueuses de l'environnement.
- 4) Souvent, les décideurs craignent que privilégier l'agriculture n'ait pour effet de ralentir les réformes structurelles. Le présent chapitre a démontré que ce n'est pas le cas. Un développement équilibré de tous les secteurs semble être la meilleure solution pour le développement général et, dans beaucoup des pays les moins développés, mettre l'accent sur l'agriculture permettra d'avancer dans le développement et sera le moyen le plus rapide et le plus sûr de s'affranchir de la pauvreté.

Dans ce chapitre, on ne nie pas qu'il y a d'autres moyens de réduire la pauvreté. On ne conteste pas non plus que les réformes structurelles sont la seule façon à long terme de parvenir au développement. Mais souvent, dans les pays en développement, c'est particulièrement vrai dans l'Afrique subsaharienne et

Encadré 3.13. Risques et rétributions du commerce agricole

Les décideurs, les chercheurs et les médias se sont beaucoup intéressés récemment au commerce international des produits agricoles, en particulier à la controverse qu'a suscitée la cinquième Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce, qui s'est tenue à Cancún (Mexique) en septembre 2003. Cette conférence avait pour objectif de faire avancer les réformes du commerce agricole qui avaient été proposées dans la Déclaration de Doha en 2001. D'une manière générale, il s'agissait de supprimer progressivement les subventions aux exportations et de diminuer d'autres formes de soutien interne à l'agriculture. La plupart des analystes ont déclaré depuis que la conférence avait été décevante, les économies en développement et les économies industrialisées n'étant pas parvenues à un consensus sur la façon de faire progresser ces réformes. En juillet 2004, une réunion au siège de l'OMC à Genève a permis de reprendre les discussions et la majorité des participants se sont mis d'accord sur les modalités de la suite à donner à Doha. Ces événements amènent à se demander pourquoi le commerce agricole est à ce point sujet à des litiges.

Tout d'abord, il est important de noter que l'agriculture est l'un des secteurs économiques les plus protégés. En moyenne, les droits de douane pour les produits agricoles dans les pays de l'OCDE sont d'environ 40 pour cent. Dans les pays en développement, ils dépassent 20 pour cent. Ainsi, ils sont aujourd'hui aussi élevés que l'étaient en 1950 les tarifs douaniers pour les produits industriels. Nombre d'économistes estiment que la libéralisation de ces marchés contribuerait beaucoup à la production mondiale. Selon une étude, réduire de 50 pour cent les aides agricoles pourrait d'ici à 2010 permettre d'augmenter la production annuelle et d'accroître sa valeur de plus de 50 milliards de dollars. Mais, d'après la même étude, la réduction des aides agricoles pourrait aussi nuire aux termes de l'échange (c'est-à-dire le rapport prix à l'exportation/prix à l'importation) dans une grande partie de différents pays et régions (Afrique subsaharienne, Chine, Inde, Philippines, etc.). Toutes ces économies sont des importateurs nets de produits alimentaires et, dans un monde libéralisé, les prix à l'importation augmenteront pour elles probablement plus vite que les prix à l'exportation. Parce que la modification du régime du commerce agricole mondial fera inévitablement des gagnants et des perdants, il est important de veiller à ce que ces réformes – à l'échelle tant nationale qu'internationale – visent à maximiser les avantages économiques. Il faut aussi que les politiques aillent dans le sens de la réduction de la pauvreté. Impossible de présenter ici toutes les conditions qui doivent être réunies pour réformer les échanges agricoles mais les points suivants sont essentiels.

- 1) **La sécurité alimentaire doit être la principale priorité** – Il est primordial de veiller partout au monde à une bonne alimentation pour promouvoir l'emploi décent et productif, le développement rural et, enfin, pour réduire la pauvreté. À cette fin, les décideurs doivent tenir compte des prix et de la productivité. Il est important que les prix des produits alimentaires dans les régions les plus désavantagées du monde en développement n'augmentent pas à un point qui pourrait nuire aux pauvres. En même temps, les prix des marchandises d'exportation en provenance des pays en développement doivent être suffisants pour susciter les investissements dans l'agriculture. Il faut aussi favoriser une productivité agricole soutenue. Enfin, étant donné le manque de ressources et la croissance démographique, en particulier dans le monde en développement, il faut accroître la productivité agricole pour garantir un approvisionnement alimentaire suffisant.

Encadré 3.13 (suite et fin)

- 2) **Le monde en développement dépend de certains produits agricoles de base. Les réformes du commerce doivent en tenir compte** – Les recettes d'exportation de nombreux pays en développement dépendent considérablement d'un ou de deux produits agricoles, le sucre et le café en étant les principaux exemples. La volatilité des prix de ces produits peut se traduire par de fortes variations des conditions de vie dans les pays en développement, en particulier celles des travailleurs pauvres qui participent à la production de ces denrées. De fait, lorsque les cours du café et du sucre ont été au plus bas entre 1999 et 2001, les salaires ruraux ont diminué et la pauvreté s'est fortement accrue dans les pays qui dépendent de ces produits. Les futures réformes du commerce doivent tenir compte des éventuels effets néfastes des marchés mondiaux sur les travailleurs agricoles pauvres.
- 3) **Les économies en développement doivent pouvoir accéder aux marchés** – Seul l'accès aux marchés permettra à ces économies d'avoir un développement durable et de garantir sur le long terme l'emploi décent et productif dans les régions agricoles. A cette fin, il faut plus d'ouverture dans le monde industrialisé, ainsi qu'une baisse des tarifs douaniers et des subventions pour que les travailleurs agricoles puissent bénéficier davantage de la mondialisation.

Sources: FAO, 2003b; PNUD, 2003.

dans une grande partie de l'Asie, l'agriculture occupe une forte proportion de la population active. Dans ces cas, il est essentiel d'agir dans ce secteur pour contribuer au développement et progresser dans la réduction de la pauvreté.

La communauté internationale peut et devrait aider les pays les plus démunis à s'affranchir de la pauvreté. Les institutions internationales doivent se concentrer sur leur mandat et leur domaine de compétence et, en même temps, mettre en commun leurs connaissances et données d'expérience pour garantir la cohérence de leur action. L'OIT, aux fins de la création d'emplois décents, s'est fixé quatre défis clés: faire du travail décent un but mondial, faire de l'OIT un acteur mondial dans la mise en forme de la mondialisation, mobiliser le tripartisme pour une action globale et faire de l'Organisation dans son ensemble «une vraie équipe mondiale» en quête d'une mondialisation juste³⁴. D'une manière générale, le rapport de la Commission mondiale sur la dimension sociale de la mondialisation (2004) peut servir de référence pour l'élaboration de politiques plus cohérentes en matière de mondialisation.

Références

- Ahluwalia, M.S. 1976. «Inequality, poverty and development», *Journal of Development Economics*, vol. 3, n° 3, pp. 307-42.
- . 1978. «Rural poverty and agricultural performance in India», *Journal of Development Studies*, vol. 14, pp. 298-323.

³⁴ Pour un complément d'information, voir Commission mondiale sur la dimension sociale de la mondialisation, 2004. Voir aussi le communiqué de presse BIT/04/27 du 7 juin 2004. On trouvera à l'annexe 3.3 un résumé des activités du BIT relatives au secteur agricole.

- Banque mondiale. 2000. *India: Reducing Poverty, Accelerating Development*, World Bank Country Study 2000/01, Washington, DC.
- . 2001. *Rapport sur le développement dans le monde 2000/2001: Combattre la pauvreté*, Washington, DC.
- . 2002. *Mondialisation, développement et pauvreté: Bâtir une économie intégrée*, Editions ESKA, Paris.
- . 2003a. *Pour des politiques foncières favorables à la croissance et à la réduction de la pauvreté*, Washington, DC.
- . 2003b. *Indicateurs du développement dans le monde*, Washington, DC.
- . 2004a. *Indicateurs du développement dans le monde*, Washington, DC.
- . 2004b. *Base de données PovCal 2004*; disponible à <http://www.worldbank.org/lsmstools/povcal/>.
- Bardhan, P. 1999. *Democracy and Development: A Complex Relationship*, University of California, Berkeley.
- Block, S. et T.P. Timmer. 1994. «Agriculture and economic growth: Conceptual issues and the Kenyan experience», document de travail sur le développement n° 498, Harvard Institute for International Development, Cambridge, novembre.
- Bowden, R. 2002. *Water Supply: Our Impact on the Planet 2002*, Hodder Wayland, Londres.
- Bureau international du Travail (BIT). 2002. *Agenda global pour l'emploi* (Genève).
- . 2003. *Indicateurs clés du marché du travail (ICMT)*, 3^e édition, Genève; disponible sur CD-ROM.
- . 2004. «Global employment trends for women», Stratégie en matière d'emploi, document n° 8, Genève.
- Byerlee, D. et G. Alex. 2002. *Designing Investments in Agricultural Research for Enhanced Poverty Impacts*, Banque mondiale, Washington, DC.
- Cassel, A. et R. Patel. 2003. «Agricultural trade liberalization and Brazil's rural poor: Consolidating inequality», Policy Brief n° 8, Food First/Institute for Food and Development Policy, Oakland, août.
- Chuta, E. et C. Liedholm. 1981. *Rural Non-farm Employment: A Review of the State of the Art*, Michigan State University, East Lansing.
- Cleaver, K. et W. Donovan. 1995. «Agriculture, poverty and policy reform in Sub-Saharan Africa», Banque mondiale, document de travail 1995/02/28, Washington, DC.
- Commission mondiale sur la dimension sociale de la mondialisation. 2004. *Une mondialisation juste. Créer des opportunités pour tous*, BIT, Genève.
- Conseil économique et social des Nations Unies. 2003. *Projet de déclaration ministérielle*, E/2003/L.9.
- Coxhead, I. et P.G. Warr. 1991. «Technical change in agriculture and the distribution of income: A general equilibrium analysis for Philippine agriculture», *American Journal of Agricultural Economics*, vol. 73, n° 2, pp. 345-60.
- Datt, G. et M. Ravallion. 1996. «How important to India's poor is the sectoral composition of economic growth?», *World Bank Economic Review*, vol. 10, pp. 1-26.
- . 1998. «Farm productivity and rural poverty in India», *Journal of Development Studies*, vol. 34, n° 4, pp. 62-85.
- De Franco, M. et R. Godoy. 1993. «Potato-led growth: The role of agricultural innovations in transforming Bolivian agriculture – A macroeconomic perspective», *Journal of Development Studies*, vol. 29, n° 3, pp. 561-87.
- Dolan, C.S. et K. Sorby. 2003. *Gender and employment in high-value agriculture industries*, Agriculture et développement rural, document de travail n° 7, Banque mondiale, Washington, DC.

- Dollar, D. et A. Kraay. 2004. «Trade, growth and poverty», *Economic Journal*, Royal Economic Society, vol. 114, n° 127, pp. F22-F49.
- Dorward, A. et coll. 2001. *A Policy Agenda for Pro-poor Agricultural Growth*, Imperial College of Science, Technology and Medicine, Londres.
- Dromeel, M.P. 2003. «Les saisons sèches du SIDA», *Education ouvrière 2003/2-3*, n° 131-132, BIT, Genève.
- Fan, S. et coll. 1999. «Linkages between government spending, growth, and poverty in rural India», Research Report No. 110, International Food Policy Research Institute, Washington.
- . 2004. «Reforms, investment and poverty in rural China», *Economic Development and Cultural Change*, vol. 52, n° 2, pp. 395-421.
- Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM). 2000. *Le progrès des femmes à travers le monde*, New York.
- Fonds international de développement agricole (FIDA). 2001. *Rapport 2001 sur la pauvreté rurale – Comment mettre fin à la pauvreté rurale*, Rome.
- Gabre-Madhin, E. et coll. 2003. «Technological change and price effects in agriculture: conceptual and comparative perspectives», document de travail MTID n° 62, International Food Policy Research Institute, Washington, DC.
- Hazell, P. 2002. «Challenges and opportunities for agriculture in African agriculture», International Food Policy Research Institute, Washington, DC (<http://www.ifpri.org/themes/ieha/workshops/200204/hazell0402.pdf>).
- Hemmer, H.R. 2002. *Wirtschaftsprobleme der Entwicklungsländer*, 3^e éd., Vahlen, Munich.
- Hussain, A. et coll. 1999. «Chinese reforms from a comparative perspective», dans P. Hammond et G. Myles (responsables de la publication), *Incentives, Organization and Public Economics*, document établi en l'honneur de Sir James Mirrlees, Oxford University Press, New York.
- Irz, X. et coll. 2001. «Agricultural productivity growth and poverty alleviation», *Development Policy Review*, vol. 19, n° 4, pp. 449-66.
- Ishikawa, S. 1978. *Labour Absorption in Asian Agriculture*, OIT, Bangkok.
- Johnson, G.D. 2002. «Can agricultural labour adjustment occur primarily through creation of rural non-farm jobs in China?», *Urban Studies*, vol. 39, n° 12, pp. 2163-74.
- Kapsos, S. 2004. «Estimating growth requirements for reducing working poverty: Can the world halve working poverty by 2015?», BIT, Stratégie en matière d'emploi, document n° 2004/14, Genève. Document de travail préparé pour le *Rapport sur l'emploi dans le monde 2004-05*, disponible sur la version CD-ROM du rapport.
- Khan, A.R. et E. Lee. 1995. «The expansion of productive employment in Asian agriculture: The lessons of the East Asian experience», dans J. Cameron (sous la direction de), *Poverty and Power: The Role of Institutions and the Market in Development*, Oxford University Press, New Delhi.
- Khan, A.R. et C. Riskin. 1998. «Income and inequality in China: Composition, distribution and growth of household income, 1988 to 1995», *China Quarterly*, vol. 154, pp. 221-51.
- Kundu A. et coll. 2003. «Rural non-farm employment: An analysis of rural urban interdependencies», document de travail n° 196, Overseas Development Institute, Londres.
- Lanjouw, J.O. et P. Lanjouw. 1995. «Rural non farm employment – A survey», Policy Research, document de travail n° 1463, Banque mondiale, Washington, DC.
- . 2001. «The rural non farm sector: Issues and evidence from developing countries», *Agricultural Economics*, vol. 26, pp. 1-23.
- Leather, S. «SIDA et agriculture: une menace pour les travailleurs ruraux et la production de nourriture», *Education ouvrière 2003/2-3*, n° 131-132, BIT, Genève.

- Lipton, M. 1998. *Successes in Anti-poverty*, Institut international d'études sociales, Genève.
- Lübker, M. 2002. «Assessing the impact of past distributional shifts on global poverty levels», document de travail sur l'emploi n° 2002/37, BIT, Genève.
- Majid, N. 2003. «Globalization and poverty», document de travail sur l'emploi n° 2003/54, BIT, Genève.
- . 2004. «Reaching Millennium Goals: How well does agricultural productivity growth reduce poverty?», document de travail sur l'emploi n° 2004/12, BIT, Genève. Document de travail préparé pour le *Rapport sur l'emploi dans le monde 2004-2005*, disponible sur la version CD-ROM du rapport.
- Mead, R.W. 2003. «A revisionist view of Chinese agricultural productivity», *Contemporary Economic Policy*, vol. 21, n° 1, pp. 117-31.
- Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). 2003a. AQUASTAT, Division de la mise en valeur des terres et des eaux, disponible à <http://www.fao.org/ag/agl/aglw/aquastat/main/index/fra.stm>.
- . 2003b. *Agriculture mondiale: horizon 2015/2030 Rapport abrégé* (Rome).
- Park, A. et S. Wang. 2001. «China's poverty statistics», *China Economic Review*, vol. 12, n° 4, pp. 384-98.
- Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). 2003. *Making Global Trade Work for People*, New York.
- Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). 2002. *L'avenir de l'environnement mondial 3*, Earthscan, Londres.
- Rangarajan C. 1982. «Agricultural growth and industrial performance», Research Report No. 33, International Food Policy Research Institute, Washington, DC.
- Rao, D.S. et coll. 2004. «Agricultural productivity growth, employment and poverty in developing countries, 1970-2000», Centre for Efficiency and Productivity Analysis, University of Queensland, Brisbane. Document de travail préparé pour le *Rapport sur l'emploi dans le monde 2004-05*, disponible sur la version CD-ROM.
- Saith, A. 1992. «The rural non-farm economy: Processes and policies», Programme mondial de l'emploi, BIT, Genève.
- Sala-i-Martin, X. 2002. «The world distribution of income (estimated from individual country distributions)», document de travail n° 8933, National Bureau of Economic Research, mai.
- Start, D. 2001. «The rise and fall of the rural non-farm economy: Poverty impacts and policy options», *Development Policy Review*, vol. 19, n° 4, pp. 491-505.
- Thirtle, C. et coll. 2003. «The impact of research-led agricultural productivity growth on poverty reduction in Africa, Asia and Latin America», *World Development* (SSCI. Impact Factor: 1.056. ECONLIT), vol. 31, n° 12, pp. 1959-75.
- Timmer, C.P. 1997. «How well do the poor connect to the growth process?», CAER (Consulting Assistance on Economic Reform) document de travail n° 178, Harvard Institute for International Development, Cambridge.
- Warr, P.G. 2002. «Poverty incidence and sectoral growth: Evidence from Southeast Asia», document de travail n° 2002/20, World Institute for Development Research, WIDER, Helsinki.
- Wodon, Q.T. 1999. «Micro determinants of consumption, poverty, growth, and inequality in Bangladesh», document de travail n° 2076, Banque mondiale, Washington, DC.
- Yao, S. 2000. «Economic development and poverty in China over 20 years of reforms», *Economic Development and Cultural Change*, vol. 48, n° 3, pp. 447-74.

Annexe 3.1 ³⁵

Au tableau A3.1, les deux ensembles de données sur la pauvreté (Sala-i-Martin et BIT), qui correspondent à certaines périodes, sont rassemblés et les relations entre les deux mesures de la productivité et de la pauvreté sont examinées dans les régressions 1 à 4. La variable centrée réduite du revenu par habitant est exclue des régressions, les mesures de la productivité étant elles-mêmes liées au revenu national par habitant.

Une fois définies les caractéristiques générales de la relation productivité agricole/pauvreté, en tenant compte des effets de structure de la population et des revenus, l'exercice consiste dans les régressions 5 à 8 à qualifier certains des aspects de la croissance agricole qui sont liés à la pauvreté. A cette fin, l'indice de la production alimentaire par personne et l'indice du prix des produits alimentaires ont été introduits. Etant donné que la distribution de la propriété foncière peut être étroitement liée à certains aspects ruraux de la pauvreté, une variable qui tient compte de ce point (GINITERRE) a aussi été introduite.

Tableau A3.1. Résultats fondés sur des régressions statistiques – pauvreté, productivité du travail et productivité totale des facteurs

	Sala-i-Martin (1 dollar par jour)	BIT (1 dollar par jour)	Sala-i-Martin (1 dollar par jour)	BIT (1 dollar par jour)	Sala-i-Martin (1 dollar par jour)	BIT (1 dollar par jour)	Sala-i-Martin (1 dollar par jour)	BIT (1 dollar par jour)
	Données rassemblées 1970-2000	Données rassemblées 1987-2000	Données rassemblées 1970-2000	Données rassemblées 1987-2000	Données rassemblées 1970-2000	Données rassemblées 1987-2000	Données rassemblées 1970-2000	Données rassemblées 1987-2000
	1	2	3	4	5	6	7	8
Logarithme de la productivité totale des facteurs	--	--	-NS	+***	--	--	-NS	+NS
Logarithme de la production/ main-d'œuvre agricole	-***	-***	--	--	-***	-***	--	--
Logarithme de la population rurale (en %)	-NS	+NS	+***	+***	-NS	-NS	+***	+***
Logarithme de Gini	+*	+***	+NS	+***	+***	+***	+***	+***
Indice de la pro- duction alimentaire par habitant	--	--	--	--	-NS	-***	-**	-***
Indice des prix des produits agricoles	--	--	--	--	+***	+NS	+***	+**
Logarithme de GINITERRE	--	--	--	--	+**	+***	+NS	+NS
Constante	+**	+NS	-***	-***	+NS	-NS	-***	-***
R ² (ajusté)	0,36	0,49	0,24	0,41	0,55	0,64	0,42	0,53
N	195	180	200	185	97	124	101	129

Notes: -- signe négatif, + signe positif, -- non applicable, NS non significatif, * significatif à 10%, ** significatif à 5%, *** significatif à 1%.

³⁵ Les analyses figurant aux annexes 3.1 et 3.2 se fondent sur Rao et coll., 2004, et Majid, 2004.

Résultat important: la productivité du travail dans l'agriculture semble être plus étroitement corrélée avec la réduction de la pauvreté que la productivité totale des facteurs. Dans les deux ensembles de données, l'indicateur de la productivité du travail dans l'agriculture a un lien négatif et considérable avec la pauvreté. Par ailleurs, la variable de la productivité totale des facteurs a un signe négatif dans l'ensemble de données de Sala-i-Martin et un signe positif dans celui du BIT, dans le seul cas où elle est statistiquement significative. La variable sur la population rurale a un signe positif dans les cas où elle est significative. La variable sur la distribution des revenus est régulièrement positive et significative. Celle sur la distribution de la propriété foncière est toujours positive et, dans deux cas, significative. Cela semble indiquer que, pour réduire la pauvreté, en particulier en milieu rural, agir sur la distribution de la propriété foncière reste une mesure importante qu'il convient d'envisager. A propos de l'indice de la production alimentaire, il est significatif et négatif dans trois cas. Par conséquent, les résultats permettent de penser que la croissance agricole contribuera davantage à la réduction de la pauvreté si la production alimentaire par habitant s'accroît aussi. Les coefficients positifs et significatifs de l'indice des prix des produits agricoles indiquent que la hausse de ces prix nuit en général aux gens extrêmement pauvres, lesquels consacrent une proportion très élevée de leur revenu à l'achat de nourriture.

Annexe 3.2

Cette annexe présente les résultats des modèles économétriques utilisés pour identifier les déterminants de la productivité totale des facteurs et ceux de la productivité du travail dans différents pays et pendant une période donnée. Les variables indépendantes utilisées dans l'analyse comprennent notamment les éléments suivants: mesures des moyens de production agricole hors main-d'œuvre (systèmes d'irrigation, nombre de tracteurs et quantité d'engrais utilisés); politiques macro-économiques (investissement public et consommation publique); ouverture économique (politiques commerciales et mesures axées sur les investissements étrangers directs); éducation (taux d'alphabétisation); qualité de la gouvernance (organisation politique et institutions); situation sanitaire (prévalence du paludisme – cette variable est utilisée comme substitut); géographie (proportion de sols tropicaux, population rurale, indicateur d'isolement géographique et variables régionales muettes); inégalités foncières (indice de Gini); et stabilité politique (indice de guerre).

Les résultats de cette analyse sont donnés sous une forme qualitative. Le tableau A3.2 présente le signe (positif ou négatif) et le niveau de signification des

Tableau A3.2. Résultats fondés sur des régressions statistiques – productivité totale des facteurs (PTF) et productivité du travail dans l'agriculture

Variable dépendante	PTF							Productivité du travail
	1	2	3	4	5	6	7	
Régression n°								
Observations	1 450	1 497	1 497	1 023	1 023	1 023	1 023	
R ²	0,33	0,32	0,35	0,36	0,36	0,47	0,91	
R ² _a	0,33	0,31	0,35	0,35	0,35	0,46	0,91	
COMMERCE	***	***	***	+	+	***	***	
ANALPHABETISME	***	***	***	***	***	***	+NS	
ICRG3	**	**	–NS	–NS	--	–NS	–NS	
IP	***	***	***	***	***	***	+NS	
CONSGOUV	***	**	***	***	***	***	–NS	
IED	***	***	***	***	***	***	***	
SOLTROP	***	***	+NS	***	***	***	***	
PALUDISME	***	***	**	***	***	***	***	
RURAL	***	***	–NS	***	***	+NS	–NS	
DISTANCE	***	***	***	**	***	***	--	
IRRIGATION	***	***	***	***	***	***	***	
POLIT	+NS	--		**	***	**	***	
GUERRE	–NS	--		**	***	***	–NS	
AGEDEPEND	+NS	--		***	***	**	***	
GINITERRE	--	--	--	**	**	***	**	
TRACTEURS							***	
ENGRAIS							***	
ASS	--	--	**	--	--	***		
ASIEE	--	--	**	--	--	***	***	
ASIES	--	--	–NS	--	--	***	***	
AMLAT	--	--	***	--	--	***	***	
CONSTANTE	***	***	***	***	***	***	***	

Note: – signe négatif, + signe positif, -- non applicable, NS non significatif, * significatif à 10%, ** significatif à 5%, *** significatif à 1%.

coefficients. La méthode de modélisation consiste à aller du général au particulier, le modèle général comprenant toutes les variables indépendantes. La régression 1 présente ce modèle général et la régression 2 est le modèle particulier – il ne comprend que les variables dont les coefficients sont significatifs à 10 pour cent ou plus. Dans la régression 3, le modèle comprend des variables muettes géographiques – Afrique subsaharienne (ASS), Asie de l'Est (ASIEE), Asie du Sud (ASIES) et Amérique latine et Caraïbes (AMLAT). Dans les régressions 4 à 6, les modèles des trois premières régressions sont repris mais le coefficient de Gini (GINITERRE) pour la distribution de la propriété foncière a été ajouté. Ce coefficient n'est disponible que pour environ 70 pour cent des pays examinés, ce qui réduit sensiblement la taille de l'échantillon. Il a donc été utilisé séparément. Un modèle comparable est examiné dans la régression 7, la mesure plus répandue de la productivité du travail étant utilisée en tant que variable dépendante. Les variables explicatives supplémentaires utilisées dans la régression 7 sont le nombre de tracteurs pour mille travailleurs (TRACTEURS) et la quantité d'engrais pour un million de travailleurs (ENGRAIS).

1) Déterminants de la productivité totale des facteurs dans l'agriculture

D'une manière générale, les régressions fonctionnent assez bien pour les données annuelles de cette nature et expliquent de 32 à 47 pour cent de la variation du niveau de la productivité totale des facteurs dans l'agriculture. Dans les régressions 1, 2 et 3, la variable qui indique la proportion de terres irriguées est positive et significative. COMMERCE et IDE, qui peuvent être considérés comme des substituts pour mesurer l'ouverture économique, accroissent la productivité totale des facteurs. Ce résultat, en particulier pour ce qui est des ratios commerce/PIB, est parfois aussi constaté pour la pauvreté³⁶. Les signes de l'investissement public (IP) et de la consommation publique en pourcentage du PIB (CONSGOUV) sont négatifs. A première vue, ces résultats semblent paradoxaux. Cela étant, ils pourraient indiquer que les pouvoirs publics tendent à privilégier les dépenses dans les zones urbaines, au détriment de l'agriculture. Ils pourraient aussi être dus aux contraintes budgétaires que les pays en développement supportent dans le cadre de réformes structurelles³⁷. Cette interrogation remonte au début de la réflexion sur le développement mais ces résultats sont aussi bien liés aux orientations des systèmes politiques qu'au carcan budgétaire qui va normalement de pair avec les réformes structurelles. D'une manière générale, l'action publique peut défavoriser le secteur rural de façon implicite ou explicite. Comme on pouvait s'y attendre, tant les indicateurs du capital humain (ANALPHABETISME) que de la santé (PALUDISME) ont des signes négatifs: une main-d'œuvre en bonne santé et instruite va de pair avec une plus grande productivité totale des facteurs. Voilà un domaine dans lequel des mesures peuvent être prises. De plus, ce domaine est direc-

³⁶ Dollar et Kraay (2004); Majid (2003).

³⁷ Cette corrélation montre l'effet d'autres variables du modèle (par exemple les taux d'analphabétisme) qui dépendent aussi beaucoup des dépenses publiques.

tement lié à la pauvreté. L'isolement physique et géographique (DISTANCE) a un lien négatif avec la productivité totale des facteurs. La régression montre que la variable de la proportion de sols tropicaux est positive et significative (SOLTROP). Le coefficient positif de SOLTROP, ce qui semble paradoxal puisque les sols tropicaux sont en général moins fertiles, peut être expliqué par les effets peut-être bénéfiques de précipitations plus fortes ou d'autres conditions météorologiques³⁸. Les indicateurs de la participation politique (POLIT) ou de la stabilité politique (GUERRE) ne mettent pas en évidence de corrélations significatives avec la productivité totale des facteurs. Mais les régressions 4, 5 et 6 présentent plusieurs anomalies manifestes. POLIT et GUERRE sont respectivement corrélés de façon négative et positive avec les niveaux de la productivité totale des facteurs, ce qui peut sembler paradoxal. A cet égard, il faut reconnaître que beaucoup des économies qui ont les meilleurs résultats en matière de productivité totale des facteurs dans l'agriculture n'ont pas de bons indices de stabilité et de participation politiques. Nombre des pays qui ont une bonne productivité totale des facteurs enregistrent des niveaux élevés de corruption et ont de piètres résultats en matière de liberté politique et de réformes macroéconomiques. Mais il faut analyser de beaucoup plus près les éléments de la démocratie pour bien comprendre sa corrélation avec la croissance agricole³⁹. De même, l'indicateur de la qualité institutionnelle (ICRG3) a un signe négatif dans les régressions 1 et 2. Encore, ce lien semble paradoxal mais, probablement, cette mesure met en évidence des conditions institutionnelles hors agriculture⁴⁰. La variable qui rend probablement le mieux compte des «conditions institutionnelles» dans l'agriculture est la distribution de la propriété foncière (GINITERRE). En effet, c'est cette distribution qui reflète le mieux les relations sociales et les droits relatifs à la propriété foncière dans l'agriculture. Comme on pouvait s'y attendre, cette variable est considérablement et négativement corrélée avec le niveau de la productivité totale des facteurs. L'inclusion de GINITERRE fait que la variable sur la qualité institutionnelle (régression 4) n'est pas significative.

2) Déterminants de la productivité du travail dans l'agriculture

La régression 7 montre que la variable TRACTEURS est très significative mais que la variable ENGRAIS a un signe négatif, ce qui est difficile à expliquer. L'inclusion de ces variables entraîne plusieurs changements dans d'autres coefficients non techniques du modèle. En particulier, les coefficients sur l'analphabétisme, IP et CONSGOUV (qui étaient négativement corrélés avec la productivité totale des facteurs) ne sont plus significatifs. Cela pourrait indiquer que le fait d'attribuer en priorité des ressources aux zones urbaines a plus d'incidence sur la croissance tirée

³⁸ Par ailleurs, lorsque des effets fixes sont inclus dans la régression 6, la variable SOLTROP est négativement corrélée avec le niveau de la productivité totale des facteurs.

³⁹ Bardhan et coll., 1999.

⁴⁰ L'ajout d'effets fixes (variables muettes géographiques; régression 3) fait que les coefficients de RURAL et ICRG3, régulièrement, ne sont pas significatifs.

par la productivité totale des facteurs que sur la productivité du travail. La variable DISTANCE n'est plus significative, POLIT a un signe positif et la variable sur la qualité institutionnelle n'est pas significative. GINITERRE est négatif, ce qui laisse penser qu'une distribution plus équilibrée des terres est bénéfique tant à la productivité totale des facteurs qu'à la productivité du travail. Les résultats à propos de la productivité du travail indiquent que le nombre de tracteurs pour 1 000 travailleurs intervient pour environ la moitié de la variation de la productivité du travail qui a été observée dans les pays en développement à l'examen. Le reste de la variation s'explique en grande partie par des facteurs géographiques et géologiques, et par les flux des investissements étrangers directs. Dans l'ensemble, le degré d'adéquation de la régression sur la productivité du travail est meilleur que celui des modèles sur la productivité totale des facteurs.

Annexe 3.3

Exemples d'activités que le BIT déploie dans le secteur agricole

L'OIT est depuis longtemps consciente du potentiel qu'a l'agriculture pour contribuer au développement économique et atténuer le déficit de travail décent (voir aussi l'encadré 3.10). Voici quelques exemples d'activités que le BIT déploie dans ce secteur.

Conventions de l'OIT relatives à l'agriculture

Beaucoup de conventions de l'OIT ont trait, directement ou non, aux conditions de travail dans l'agriculture. Il s'agit entre autres des suivantes:

- convention (n° 184) sur la sécurité et la santé dans l'agriculture (adoptée en 2001, 5 pays l'ont ratifiée à ce jour);
- convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants (150 ratifications);
- convention (n° 129) sur l'inspection du travail (agriculture) (41 ratifications);
- convention (n° 141) sur les organisations de travailleurs ruraux (40 ratifications);
- conventions (nos 97 et 143) sur les travailleurs migrants (42 et 18 ratifications respectivement).

(On en trouvera une liste plus complète dans *Sécurité et santé dans l'agriculture*, rapport de la Conférence internationale du Travail, 88^e session, 30 mai au 15 juin 2000, <http://www.ilo.org/public/french/standards/relm/ilc/ilc88/rep-vi-1.htm>.)

A l'évidence, les instruments pour atténuer les déficits de travail décent dans l'agriculture ne manquent pas. Ce qu'il faut, c'est plus de ratifications et de mise en œuvre.

«Des emplois pour l'Afrique»

«Des emplois pour l'Afrique» est un programme phare de l'OIT axé sur la création d'emplois décents et productifs et sur la réduction de la pauvreté. Il constitue un cadre régional pour la mise en œuvre de l'Agenda global pour l'emploi et s'inscrit dans le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD). Il vise à promouvoir l'élaboration de Documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté et à atténuer ainsi les déficits de travail décent en Afrique. Parce qu'il est important de développer en même temps tous les secteurs, l'idée est d'établir d'abord un cadre théorique de mesures globales et sectorielles en vue de la création d'emplois et de la réduction de la pauvreté, ensuite de définir à cette fin des instruments et des systèmes opérationnels, puis d'élaborer un programme régional global aux fins de la mise en œuvre de programmes nationaux de promotion de l'emploi. «Des emplois pour l'Afrique» a deux objectifs principaux: axer les investissements publics sur des projets d'infrastructures à forte intensité de main-d'œuvre – destinés à créer des emplois pour les gens démunis, ils

seront mis en œuvre dans des régions pauvres – et réformer les marchés des capitaux afin que les pauvres aient accès à des crédits suffisants pour créer des entreprises indépendantes et des microentreprises dans le secteur informel, tant en milieu urbain qu'en zone rurale.

Campagne mondiale de l'OIT sur la sécurité sociale et la couverture pour tous

Les activités que l'OIT déploie pour améliorer la protection sociale des travailleurs agricoles s'inscrivent dans le cadre de la Campagne mondiale sur la sécurité sociale et la couverture pour tous. Cette campagne a été lancée en 2002 à la suite de la discussion générale sur la sécurité sociale de la Conférence internationale du Travail (session de 2001). Le programme mondial de l'OIT «Stratégies et techniques contre l'exclusion sociale et la pauvreté» (STEP) est un instrument essentiel de cette campagne. Entre autres, STEP vise à élaborer des mécanismes novateurs pour que travailleurs et exploitants agricoles soient couverts par des systèmes de protection sociale.

Réunion tripartite sur les moyens d'assurer un développement agricole durable grâce à la modernisation de l'agriculture et de l'emploi dans une économie mondialisée

Cette réunion, qui s'est tenue en septembre 2000, avait pour objectif un échange de vues sur l'agriculture au XXI^e siècle. Elle visait aussi: à évaluer la contribution du secteur à l'emploi, ses revenus et ses perspectives de gains de productivité; à adopter des conclusions comprenant des propositions sur l'action que pourraient mener l'OIT et, à l'échelle nationale, les pouvoirs publics et les organisations d'employeurs et de travailleurs; et à adopter un rapport sur les débats de la réunion. Pour un complément d'information, voir <http://www.ilo.org/public/french/dialogue/sector/techmeet/tmad00/conclude.htm>.

Colloque international des travailleurs sur le travail décent dans l'agriculture

Parce que l'agriculture se mondialise rapidement, le Bureau des activités pour les travailleurs a organisé en septembre 2003 un colloque pour faire mieux connaître et promouvoir le mandat de l'OIT. En particulier, le colloque a examiné les problèmes des travailleurs agricoles – exclusion sociale, pauvreté, inobservation de leurs droits fondamentaux. Il a aussi mis l'accent sur l'agriculture et le développement durables, la sécurité alimentaire et le travail décent. On trouvera les conclusions du colloque à <http://www.ilo.org/public/french/dialogue/actrav/new/agsymp03/concl.pdf>. Pour un complément d'information, voir <http://www.ilo.org/public/french/dialogue/actrav/new/agsymp03/concl.pdf>.

Assistance technique

Les Etats Membres peuvent bénéficier de services consultatifs et d'assistance technique, lesquels sont régulièrement fournis dans les domaines suivants: promotion de l'emploi, agricole ou non, en milieu rural; atténuation de la pauvreté rurale; technologie; formation; politique salariale; sécurité et santé au travail; administration du travail; sécurité sociale; organisations de travailleurs ruraux.

Recherches sur l'agriculture

L'OIT réalise depuis longtemps des recherches sur l'agriculture – analyses par pays approfondies sur certains produits agricoles, analyses régionales sur l'ensemble du secteur. Une sélection de documents du BIT à ce sujet est disponible à <http://www.ilo.org/public/french/dialogue/sector/sectors/agri/publ.htm>.